N. 22

Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale

Séance plénière du vendredi 11 mai 1990

SOMMAIRE

Pages

QUESTION D'ACTUALITE:

— De Mme Carton de Wiart à M. Picqué, Ministre-Président de l'Exécutif, concernant le bureau chargé d'une étude pour lutter contre les inondations de la vallée du Maelbeek 655

ORDRE DES TRAVAUX 656

QUESTION D'ACTUALITE:

— De M. De Berlangeer à M. Chabert, Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures, concernant la délivrance des bons de cotisation pour l'INAMI et des formulaires pour les contributions pour le personnel de l'Agglomération 656

RAPPEL AU REGLEMENT 656

QUESTIONS D'ACTUALITE:

— De M. de Marcken de Merken à M. Chabert, Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures, concernant la participation de la Région aux festivités à l'occasion du quarantième anniversaire de la CEE 657

— De M. de Patoul à M. Chabert, Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures, concernant la non-attribution par le Gouvernement central de la dernière tranche (300 millions de francs) de la mainmorte 657

— De M. Duponcelle à M. Désir, Ministre du Logement, de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et de la Politique de l'Eau, concernant le dossier introduit par la CEBE à propos du classement de la ferme Hof-ter-Musschen 658

Brusselse Hoofdstedelijke Raad

Plenaire vergadering van vrijdag 11 mei 1990

INHOUDSOPGAVE

Blz.

DRINGENDE VRAAG:

— Van mevrouw Carton de Wiart tot de heer Picqué, Minister-Voorzitter van de Executieve, betreffende het bureau belast met een studie om de overstromingen in de Maalbeekvallei tegen te gaan 655

REGELING VAN DE WERKZAAMHEDEN 656

DRINGENDE VRAAG:

— Van de heer De Berlangeer aan de heer Chabert, Minister belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen, over het afleveren van bijdragebons voor het RIZIV en formulieren voor de belastingaangifte van het personeel van de Agglomeratie Brussel 656

BEROEP OP HET REGLEMENT 656

DRINGENDE VRAGEN:

— Van de heer de Marcken de Merken tot de heer Chabert, Minister belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen, betreffende de deelneming van het Gewest aan feestelijkheden naar aanleiding van de veertigste verjaardag van de EEG 657

— Van de heer de Patoul tot de heer Chabert, Minister belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen, betreffende de niet-toekenning door de Centrale Regering van de tweede schijf (300 miljoen frank) van de dode hand 657

— Van de heer Duponcelle tot de heer Désir, Minister belast met Huisvesting, Leefmilieu, Natuurbehoud en Waterbeleid, betreffende het dossier ingediend door de CEBE in verband met de bescherming van de hoeve Hof-ter-Musschen 658

	Pages
RAPPEL AU REGLEMENT	658
PROPOSITION DE REGLEMENT DU CONSEIL	
Discussion générale. — *Orateur:* **M. Vandenbussche,** rapporteur	658
Discussion et vote des articles	659
QUESTIONS ORALES:	
— De M. De Berlangeer à M. Picqué, Ministre-Président de l'Exécutif, concernant «l'édition des dossiers Bruxelles»	673
— De M. Vandenhaute à M. Grijp, Ministre de l'Economie, concernant «la politique menée par la Région bruxelloise en matière de commerce extérieur»	674
VOTES NOMINATIFS	
Votes réservés	675
Votes sur les ordres du jour déposés en conclusion des interpellations	681

	Blz.
BEROEP OP HET REGLEMENT	658
VOORSTEL VAN REGLEMENT VAN DE RAAD	
Bespreking. — *Spreker:* **de heer Vandenbussche,** rapporteur	658
Bespreking en stemming over de artikelen	659
MONDELINGE VRAGEN:	
— Van de heer De Berlangeer aan de heer Picqué, Minister-Voorzitter van de Executieve, betreffende «de uitgave van de dossiers Brussel»	673
— Van de heer Vandenhaute aan de heer Grijp, Minister belast met Economie, betreffende «het door het Brusselse Gewest gevoerde beleid inzake buitenlandse handel»	674
NAAMSTEMMINGEN	
Aangehouden stemmingen	675
Stemmingen over de moties ingediend tot besluit van de interpellaties	681

PRESIDENCE DE M. POULLET, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER POULLET, VOORZITTER

La séance est ouverte à 15 h 30.

De vergadering wordt om 15 u. 30 geopend.

M. le Président. — Je déclare ouverte la séance plénière du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du vendredi 11 mai 1990.

Ik verklaar de plenaire vergadering van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad van vrijdag 11 mei 1990 geopend.

QUESTION D'ACTUALITE

DRINGENDE VRAAG

M. le Président. — L'ordre du jour appelle les questions d'actualité.

Aan de orde zijn de dringende vragen.

QUESTION D'ACTUALITE DE MME CARTON DE WIART A M. PICQUE, MINISTRE-PRESIDENT DE L'EXECUTIF, CONCERNANT LE BUREAU CHARGE D'UNE ETUDE POUR LUTTER CONTRE LES INONDATIONS DE LA VALLEE DU MAELBEEK

DRINGENDE VRAAG VAN MEVROUW CARTON DE WIART TOT DE HEER PICQUE, MINISTER-VOORZITTER VAN DE EXECUTIEVE, BETREFFENDE HET BUREAU BELAST MET EEN STUDIE OM DE OVERSTROMINGEN IN DE MAALBEEKVALLEI TEGEN TE GAAN

M. le Président. — La parole est à Mme Carton de Wiart pour poser sa question.

Mme Carton de Wiart. — Monsieur le Président, la presse rapporte qu'un accord serait intervenu entre la commune d'Ixelles et le Ministre-Président au sujet de travaux à effectuer rue Gray pour lutter contre les inondations dans la vallée du Maelbeek. Un bureau d'étude serait désigné; il devra rendre sa copie à l'automne. La commune d'Ixelles devrait alors prendre sa décision sur la base de cette étude.

Je souhaiterais savoir, Monsieur le Ministre-Président, quel est le bureau d'étude en question et surtout quel mandat précis lui a été donné.

M. le Président. — La parole est à M. Picqué, Ministre-Président.

M. Picqué, Ministre-Président de l'Exécutif. — Monsieur le Président, il est exact que des contacts ont été entrepris entre la Région et la commune d'Ixelles, en vue de confier de commun accord à un bureau d'étude une synthèse critique des données existantes et leur actualisation, ainsi qu'une évaluation des impacts budgétaires, urbanistiques et environnementaux des options possibles.

C'est sur la base de cette étude, qui partira d'ailleurs d'études déjà existantes, pour partie en tout cas, qu'une décision finale interviendra avant la fin de l'année.

L'Exécutif financera cette étude, mais il ne m'est pas possible de vous citer aujourd'hui un bureau d'étude avant que l'Exécutif n'ait formellement pris sa délibération sur la base des avis sollicités par nous auprès de l'Administration, de l'Inspection des Finances, etc.

Je ne puis donc préjuger aujourd'hui d'une décision de l'Exécutif ni du rapport que va m'adresser l'Administration, lequel fera suite à une proposition de mon cabinet en ce qui concerne la désignation d'un bureau d'étude.

M. le Président. — La parole est à Mme Carton de Wiart.

Mme Carton de Wiart. — Monsieur le Président, je tiens à attirer l'attention sur l'importance du mandat qui est donné à un bureau d'étude. Celui-ci est fortement influencé par les questions qu'on lui pose. Si vous lui demandez, par exemple, ce qu'il convient de faire pour que le collecteur passe à tel endroit, vous influencez en quelque sorte les résultats.

Comme je n'ai pas obtenu une réponse complète à ma question, je me permettrai de revenir sur ce problème, Monsieur le Ministre-Président.

M. Picqué, Ministre-Président de l'Exécutif. — J'ajoute une petite précision. Nous avons eu une réunion avec la commune d'Ixelles et — c'est la preuve de notre souci d'objectivité dans cette étude — nous avons écarté des propositions de bureaux qui s'étaient déjà exprimés pour une option. Nous avons tenté de rechercher des bureaux qui puissent faire une analyse tout à fait objective des données; nous n'avons pas l'intention de confier cette étude à un bureau en l'invitant à développer une option plutôt qu'une autre.

Nous voulons susciter un inventaire des problèmes objectifs. Il est clair qu'actuellement un son de cloche, ou un autre, peut déterminer des options tout à fait différentes si les données techniques remises à l'Exécutif ne sont pas objectivement analysées.

Il entre d'ailleurs dans mes intentions, lorsque le bureau d'études aura remis son premier rapport, de convoquer un comité technique ou un comité d'accompagnement qui jugera de l'objectivité des données remises, ce qui nous permettra de faire des choix.

Ce bureau d'études devra être soucieux de ne pas tomber dans un «fétichisme engineering». Il devra aussi intégrer les données urbanistiques et sociales de toute décision.

Il me semble que nous avons pris toutes les garanties pour qu'il en soit ainsi.

Mme Carton de Wiart. — Monsieur le Ministre-Président, vous est-il déjà possible de nous dire si les représentants des habitants participeront au comité d'accompagnement?

M. Picqué, Ministre-Président de l'Exécutif. — Nous n'avons pas encore précisé les modalités qui suivront la remise du premier rapport.

ORDRE DES TRAVAUX

REGELING VAN DE WERKZAAMHEDEN

M. le Président. — Chers Collègues, avant de poursuivre avec les questions d'actualité, je voudrais consulter l'Assemblée au sujet de notre ordre du jour. En effet, l'heure des votes avait été prévue à 17 h 30, mais il est évident que nous aurons épuisé notre ordre du jour avant cette heure.

Gedurende de onderbreking heb ik contact gehad met de fractievoorzitters. Zij gaan ermee akkoord om onmiddellijk na de afhandeling van de agenda over te gaan tot de stemmingen.

Il ressort du contact que j'ai eu avec les chefs de groupes pendant l'interruption qu'ils sont d'accord pour voter dès que l'ordre du jour sera épuisé.

Je suggère aux chefs de groupes, si cela est possible, d'avertir leurs Collègues que l'heure du vote est avancée.

Cet accord des chefs de groupes implique bien entendu que l'opposition n'invoquera pas le quorum pour empêcher le vote.

Le Conseil est-il d'accord sur cette façon de procéder? *(Assentiment.)*

Il en sera donc ainsi.

QUESTION D'ACTUALITE

DRINGENDE VRAAG

QUESTION D'ACTUALITE DE M. DE BERLANGEER A M. CHABERT, MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DES RELATIONS EXTERIEURES, CONCERNANT LA DELIVRANCE DES BONS DE COTISATION POUR L'INAMI ET DES FORMULAIRES POUR LES CONTRIBUTIONS POUR LE PERSONNEL DE L'AGGLOMERATION

DRINGENDE VRAAG VAN DE HEER DE BERLANGEER AAN DE HEER CHABERT, MINISTER BELAST MET FINANCIEN, BEGROTING, OPENBAAR AMBT EN EXTERNE BETREKKINGEN, OVER HET «AFLEVEREN VAN BIJDRAGEBONS VOOR HET RIZIV EN FORMULIEREN VOOR DE BELASTINGAANGIFTE VAN HET PERSONEEL VAN DE AGGLOMERATIE BRUSSEL»

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Berlangeer voor het stellen van zijn vraag.

De heer De Berlangeer. — Mijnheer de Voorzitter, hoe is het mogelijk dat noch de bijdragebons, noch de belastingsformulieren aan de personeelsleden van de Agglomeratie kunnen bezorgd worden?

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Chabert, Minister.

De heer Chabert, Minister belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen. — Mijnheer de Voorzitter, met bijzondere belangstelling heb ik kennis genomen van de door het geachte Lid gestelde vraag die trouwens werd besproken in vergadering van 3 mei 1990 van het bijzonder overlegcomité van de Agglomeratie.

De materiële prestaties in verband met de uitbetaling van de wedden en de andere prestaties die eruit voortvloeien worden geleverd voor rekening van de Agglomeratie door de dienst informatica van de gemeente Schaarbeek in het kader van een destijds door het College afgesloten overeenkomst.

Het blijkt dat bepaalde prestaties met vertraging worden uitgevoerd. Er werd reeds herhaaldelijk op die toestand gewezen.

Om die toestand en de onmiddellijke gevolgen ervan te verhelpen werden de volgende maatregelen getroffen:

1) Belastingaangifteformulieren

De Agglomeratie heeft de Administratie van de directe belastingen officieel op de hoogte gebracht van de vertraging bij het opstellen van de formulieren en heeft verzocht om een bijkomende termijn voor het personeel bij het indienen van de aangiften.

2) Bijdragebons van het RIZIV

Het personeel is gedekt tot 30 juni 1990. Bij eventuele moeilijkheden in bijzondere gevallen heeft de personeelsdienst opdracht gekregen de nodige stukken af te leveren.

3) In de toekomst wordt voorzien dat de eigen dienst informatica van de Agglomeratie zal worden belast met het uitvoeren van die prestaties. Daarvoor werd de vereiste informatica-uitrusting aangekocht. Aldus zal het mogelijk zijn op termijn de diensten van de gemeente Schaarbeek te verzaken.

RAPPEL AU REGLEMENT

BEROEP OP HET REGLEMENT

M. le Président. — La parole est à Mme Nagy pour un rappel au réglement.

Mme Nagy. — Monsieur le Président, j'en appelle à la procédure.

Je me permets de rappeler que les questions d'actualité doivent être développées oralement aussi bien pour la personne qui les pose que pour le Ministre qui y répond.

M. le Président. — La parole est à M. Chabert, Ministre.

M. Chabert, Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures. — Monsieur le Président, je suis tout à fait d'accord. Mais alors il ne faut plus nous poser des questions techniques. Si vous voulez des réponses complètes avec des dates et des données techniques, vous comprendrez que je ne puis apprendre ma leçon par cœur!...

M. le Président — Madame Nagy, vous avez raison quant au fond. Mais il est évident qu'il s'agit de questions qui mériteraient de faire l'objet de la procédure écrite.

De heer De Berlangeer. — Het gaat niet meer om een technische vraag, Mijnheer de Minister. Maar, weet u wel welke straffen worden opgelegd wanneer een dergelijke situatie zich in een privé-onderneming voordoet?

De Voorzitter — Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

QUESTIONS D'ACTUALITE

DRINGENDE VRAGEN

QUESTION D'ACTUALITE DE M. DE MARCKEN DE MERKEN A M. CHABERT, MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DES RELATIONS EXTERIEURES CONCERNANT LA PARTICIPATION DE LA REGION AUX FESTIVITES A L'OCCASION DU QUARANTIEME ANNIVERSAIRE DE LA CEE

DRINGENDE VRAAG VAN DE HEER DE MARCKEN DE MERKEN TOT DE HEER CHABERT, MINISTER BELAST MET FINANCIEN, BEGROTING, OPENBAAR AMBT EN EXTERNE BETREKKINGEN BETREFFENDE DE DEELNEMING VAN HET GEWEST AAN DE FEESTELIJKHEDEN NAAR AANLEIDING VAN DE VEERTIGSTE VERJAARDAG VAN DE EEG

M. le Président. — La parole est à M. de Marcken de Merken pour poser sa question.

M. de Marcken de Merken. — Monsieur le Président, Chers Collègues, la Communauté Européenne a fêté son quarantième anniversaire ce 9 mai.

La Région bruxelloise et ses instances ont-elles été invitées à participer aux festivités organisées à l'occasion de cet événement? Réciproquement, eu égard à sa qualité de capitale de l'Europe, quelles ont été les initiatives prises par notre Région pour célébrer cet anniversaire?

Quelles ont été les activités officielles et officieuses enregistrées à ce jour?

M. le Président. — La parole est à M. Chabert, Ministre.

M. Chabert, Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures. — Monsieur le Président, mes Chers Collègues, comme vous le savez déjà, l'inauguration officielle de cet événement a eu lieu le mercredi 9 mai en présence du Prince Philippe et des représentants du Parlement européen, de la Commission européenne, de membres d'institutions nationales, régionales et communautaires, ainsi que des représentants de la Ville de Bruxelles. L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale était représenté par le Ministre-Président, par votre serviteur et un certain nombre de nos Collègues.

L'événement est organisé par Bruxelles-Promotion. Il s'agit d'une ASBL mandatée par la Commission européenne, en collaboration avec le Syndicat d'Initiative et de Promotion de Bruxelles, ASBL, et la Ville de Bruxelles elle-même.

L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale s'est associé financièrement à cet événement par l'octroi d'un subside d'un million et demi à Bruxelles-Promotion ASBL, en vue de la promotion, de la participation de la Région de Bruxelles-Capitale par la voie de supports promotionnels qui seront d'ailleurs utilisés pour les festivités.

A côté de l'animation permanente organisée pendant les cinq jours, des expositions sont également prévues dans deux pavillons. L'Exécutif de la Région de Bruxelles y a monté des stands. Le premier est un stand institutionnel que nous avons visité avec le Prince Philippe. L'autre présente des actions menées par l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale en vue de promouvoir les transports urbains.

L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale a en outre apporté son soutien à la dix-huitième édition de la Marche de l'Europe dont l'arrivée a eu lieu le 9 mai au Bois de la Cambre, après l'inauguration officielle.

QUESTION D'ACTUALITE DE M. DE PATOUL A M. CHABERT, MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DES RELATIONS EXTERIEURES CONCERNANT LA NON-ATTRIBUTION PAR LE GOUVERNEMENT CENTRAL DE LA DERNIERE TRANCHE (300 MILLIONS DE FRANCS) DE LA MAINMORTE

DRINGENDE VRAAG VAN DE HEER DE PATOUL DE TOT DE HEER CHABERT, MINISTER BELAST MET FINANCIEN, BEGROTING, OPENBAAR AMBT EN EXTERNE BETREKKINGEN BETREFFENDE DE NIET-TOEKENNING DOOR DE CENTRALE REGERING VAN DE TWEEDE SCHIJF (300 MILJOEN FRANK) VAN DE DODE HAND

M. le Président. — La parole est à M. de Patoul pour poser sa question.

M. de Patoul. — Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, le Gouvernement central a donc décidé de ne pas transférer les 300 millions de francs prévus pour indemniser la Région bruxelloise pour la mainmorte. Ce montant est prévu dans notre budget à l'article 46.05, intitulé «compensations aux propriétés immunisées du précompte immobilier».

Je vous demande donc comment vous comptez procéder pour faire reconnaître ce manque à gagner en faveur de la Région bruxelloise.

M. le Président. — La parole est à M. Chabert, Ministre.

M. Chabert, Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures. — Monsieur le Président, la régionalisation définitive a comme conséquence la tenue, par la Région, d'une comptabilité distincte à l'intérieur de la Trésorerie nationale. Pour les deux autres Régions, cette situation existe depuis 1981, pour Bruxelles depuis 1989.

Les soldes de dotations non utilisés fin 1980 ont été versés aux deux autres Régions sur leur compte de Trésorerie, à partir de 1984, à raison de 1/7e l'an.

Le transfert des soldes de dotations non utilisés pour Bruxelles, fin 1988 (6,7 milliards), n'était toujours pas réglé. L'Exécutif bruxellois a lié son accord sur la répartition des charges du logement social sur la base de la clé d'investissement, au règlement du transfert des soldes non utilisés.

Nous avons ainsi obtenu, mercredi dernier, lors du Comité de concertation Gouvernement central et Exécutifs régionaux, une réduction pour notre Région de 5,9 milliards sur nos dettes de logement.

J'en viens à votre question précise. La tranche des 300 millions de la mainmorte avait été obtenue par la Région pour le financement, par la Région, de son intervention de 2 p.c. dans les charges d'intérêts des emprunts en faveur des communes bruxelloises ayant eu accès au Fonds n° 208. Puisque cette dette a été reprise pour une grande partie par l'Etat, le Gouvernement central estime que les 300 millions ne sont plus dus.

L'Exécutif a discuté hier matin déjà de la problématique générale de la mainmorte. Nous avons décidé de poursuivre à cet égard le dialogue avec le Gouvernement central, en Comité de concertation.

QUESTION D'ACTUALITE DE M. DUPONCELLE A M. DESIR, MINISTRE DU LOGEMENT, DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA CONSERVATION DE LA NATURE ET DE LA POLITIQUE DE L'EAU CONCERNANT LE DOSSIER INTRODUIT PAR LA CEBE A PROPOS DU CLASSEMENT DE LA FERME HOF-TER-MUSSCHEN

DRINGENDE VRAAG VAN DE HEER DUPONCELLE TOT DE HEER DESIR, MINISTER BELAST MET HUISVESTING, LEEFMILIEU, NATUURBEHOUD EN WATERBELEID BETREFFENDE HET DOSSIER INGEDIEND DOOR DE CEBE IN VERBAND MET DE BESCHERMING VAN DE HOEVE HOF-TER-MUSSCHEN

M. le Président. — La parole est à M. Duponcelle pour poser sa question.

M. Duponcelle. — Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, depuis pas mal de temps déjà, la ferme Hof-ter-Musschen à Woluwe-Saint-Lambert fait l'objet d'intérêts divergents. L'intérêt culturel de ce bâtiment est non négligeable. Malheureusement, cette belle ferme est quelque peu laissée pour compte. Or, une demande de classement du site a été introduite.

Je voudrais savoir où ce dossier en est à l'heure actuelle. Je sais que la rénovation de la ferme a fait l'objet de différentes propositions. La seule façon de sauver ce site est, à mon avis, de le classer.

Pouvez-vous me donner une réponse à ce sujet, Monsieur le Ministre?

M. le Président. — La parole est à M. Désir, Ministre.

M. Désir, Ministre du Logement, de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et de la Politique de l'Eau. — Monsieur le Président, j'ai le plaisir de vous indiquer, Monsieur Duponcelle, que la ferme Hof-ter-Musschen à Woluwe-Saint-Lambert a été classée le 8 août 1988. Des travaux de rénovation y sont prévus, vous devez le savoir, dans un avenir proche. Une convention a d'ailleurs été passée par le conseil communal, en liaison avec une firme qui construit un hôtel proche.

Pour ce qui concerne le classement du site, j'ai reçu une communication de l'ASBL Commission de l'Environnement de Bruxelles-Est et j'ai demandé à l'administration que ce dossier, qui ne peut légalement m'être présenté que par le collège des bourgmestre et échevins ou la Commission royale des Monuments et Sites, soit actualisé, étant donné l'évolution des lieux depuis la proposition de la Commission royale qui remonte à 1978 (et qui n'a pas été suivie par mes prédécesseurs) et les impératifs d'une adaptation aux réalités d'aujourd'hui. Il faut tenir compte, en effet, de l'évolution sur le plan socio-économique. Je suis persuadé que des transformations ponctuelles rendues nécessaires par l'aménagement du site environnant pourront être effectuées sans compromettre aucunement l'intérêt du site.

RAPPEL AU REGLEMENT

BEROEP OP HET REGLEMENT

M. le Président. — Mesdames, Messieurs, je voudrais rappeler aux membres de notre Conseil que les questions d'actualité doivent concerner les problèmes réellement actuels. Certaines questions auraient dû être des questions orales mais qu'il aurait alors fallu introduire en temps utile.

PROPOSITION DE REGLEMENT DU CONSEIL

Discussion générale

VOORSTEL VAN REGLEMENT VAN DE RAAD

Algemene bespreking

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion générale de la proposition de règlement de notre Conseil.

Aan de orde is de algemene bespreking van het voorstel van reglement van onze Raad.

Je vous rappelle que nous n'examinons et votons que les articles nouveaux ou ceux qui ont été modifiés. En effet, notre Conseil a déjà adopté son règlement.

Nous allons donc examiner le préambule et les articles des dispositions préliminaires qui sont nouveaux.

Par ailleurs, les articles dans lesquels l'appellation «Conseil» a été remplacée par «Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale» doivent également être revus car ils ne concernent que cette Assemblée.

Enfin, quelques articles qui ont fait l'objet d'une modification en Commission spéciale du règlement doivent aussi être examinés.

La discussion générale est ouverte.

De algemene bespreking is geopend.

De heer Vandenbussche, rapporteur, heeft het woord.

De heer Vandenbussche, rapporteur. — Mijnheer de Voorzitter, Collega's, de heer Demannez en ikzelf verwijzen graag naar het rondgedeelde schriftelijke verslag aangezien wij onze bedenkingen al bij de behandeling in de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie hebben geformuleerd.

M. le Président. — Quelqu'un demande-t-il encore la parole? *(Non.)*

Vraagt iemand het woord? *(Neen.)*

Discussion et vote des articles

Bespreking en stemming over de artikelen

M. le Président. — La discussion générale est close et nous passons à l'examen du préambule et des articles de la proposition de règlement.

De algemene bespreking is gesloten en wij gaan over tot de bespreking van het voorwoord en tot de artikelsgewijze bespreking van het voorstel van reglement.

Préambule

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale traite des matières régionales (article 107*quater* de la Constitution) et d'Agglomération (article 108*ter*, § 2, de la Constitution).

L'Assemblée réunie traite des matières qui lui sont dévolues par les articles 59*bis*, § 4*bis*, alinéa 2, et 108*ter* de la Constitution.

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale et l'Assemblée réunie ont la même composition — membres et suppléants —, le même Président, le même Bureau, le même Bureau élargi, les mêmes greffier et greffier adjoint, le même personnel et la même Commission spéciale du Règlement. Celle-ci a pour tâche d'élaborer et d'amender le règlement. Il s'agit de deux règlements identiques, sauf en ce qui concerne les dispositions propres à la nature des deux institutions. C'est pour cette raison que ces règlements sont présentés dans un seul document.

Lorsqu'un article du règlement vise tant le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale que l'Assemblée réunie, ceux-ci sont dénommés le Conseil.

Le Conseil, conscient de la nécessité de promouvoir une bonne collaboration avec les Assemblées des Commissions communautaires française et flamande, l'organise dans son règlement aux articles 3 associant les Présidents des Assemblées aux réunions du Bureau élargi et 4 créant une réunion des Présidents.

Les dispositions du présent règlement sont applicables au Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale et à l'Assemblée réunie.

Les dispositions spécifiques à chacune de ces institutions les visent expressément.

Voorwoord

De Brusselse Hoofdstedelijke Raad behandelt gewestmateries (artikel 107*quater* van de Grondwet) en agglomeratiemateries (artikel 108*ter*, lid 2 van de Grondwet).

De Verenigde Vergadering behandelt de materies die haar voorbehouden zijn door de artikelen 59*bis*, § 4*bis*, alinea 2, en 108*ter* van de Grondwet.

De Brusselse Hoofdstedelijke Raad en de Verenigde Vergadering hebben dezelfde samenstelling — leden en opvolgers —, dezelfde Voorzitter, hetzelfde Bureau, hetzelfde Bureau in uitgebreide samenstelling, dezelfde griffier en adjunct-griffier, hetzelfde personeel en dezelfde Bijzondere Commissie voor het Reglement. Die laatste heeft als taak het uitwerken en het amenderen van het reglement. Het betreft twee identieke reglementen, behoudens deze bepalingen, die eigen zijn aan de aard van de beide instellingen. Om die reden worden deze reglementen in één document voorgesteld.

Wanneer een artikel van het reglement zowel van toepassing is op de Brusselse Hoofdstedelijke Raad als op de Verenigde Vergadering, worden deze de Raad genoemd.

De Raad is zich bewust van de noodzaak een goede samenwerking met de Raden van de Vlaamse en Franse Gemeenschapscommissies aan te moedigen. Hij doet dit in zijn reglement in artikel 3, waarin de Voorzitters van de Raden worden betrokken bij de vergaderingen van het Bureau in uitgebreide samenstelling en in artikel 4, waarin een vergadering van de Voorzitters wordt opgericht.

De beschikkingen van dit reglement zijn van toepassing op de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en op de Verenigde Vergadering.

De bijzondere beschikkingen voor elk van deze instellingen zijn uitdrukkelijk op deze instelling van toepassing.

— Adopté.

Aangenomen.

TITRE Ier. — *Dispositions préliminaires*

Article 1er. Le Président du Conseil précise au début de la séance à quel titre siège le Conseil.

Toute modification du titre fait l'objet d'une déclaration expresse du Président.

TITEL I. — *Voorafgaande bepalingen*

Artikel 1. De Voorzitter van de Raad preciseert, bij het begin van de vergadering, in welke hoedanigheid de Raad zetelt.

Elke wijziging van de hoedanigheid is het voorwerp van een uitdrukkelijke verklaring van de Voorzitter.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 2. Le Bureau et le Bureau élargi traitent indifféremment des questions relatives au fonctionnement du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale et de l'Assemblée réunie.

Art. 2. Het Bureau en het Bureau in uitgebreide samenstelling, behandelen, zonder onderscheid, aangelegenheden die betrekking hebben op de werking van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en van de Verenigde Vergadering.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 3. Les Présidents des Assemblées des Commissions communautaires française et flamande sont invités aux réunions du Bureau élargi. Ils y ont voix consultative.

Art. 3. De Voorzitters van de Raden van de Vlaamse en Franse Gemeenschapscommissies zijn uitgenodigd op de vergaderingen van het Bureau in uitgebreide samenstelling. Zij hebben er een raadgevende stem.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 4. Le Président du Conseil et les Présidents des Assemblées des Commissions communautaires française et flamande constituent la réunion des Présidents. Elle est présidée par le Président du Conseil.

Art. 4. De Voorzitter van de Raad en de Voorzitters van de Raden van de Vlaamse en Franse Gemeenschapscommissies vormen de vergadering van de Voorzitters. Zij wordt voorgezeten door de Voorzitter van de Raad.

— Adopté.

Aangenomen.

TITRE II. — *De l'organisation du Conseil*

Chapitre Ier. — Des groupes linguistiques

Art. 5. 1. Les conseillers élus sur des listes francophones pour l'élection des membres du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale constituent le groupe linguistique français. Les conseillers élus sur des listes néerlandophones pour l'élection des membres du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale constituent le groupe linguistique néerlandais.

2. Chaque groupe linguistique constitue son Bureau et en communique la composition au Président.

TITEL II. — *Organisatie van de Raad*

Hoofdstuk I. — Taalgroepen

Art. 5. — 1. De raadsleden gekozen op Nederlandstalige lijsten voor de verkiezing van de leden van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad vormen de Nederlandse taalgroep. De raadsleden gekozen op Franstalige lijsten voor de verkiezing van de leden van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad vormen de Franse taalgroep.

2. Iedere taalgroep richt zijn Bureau op en deelt de samenstelling ervan aan de Voorzitter mede.

— Adopté.

Aangenomen.

Chapitre II. — Du bureau provisoire

Art. 6. A l'ouverture de chaque session, le doyen d'âge du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale préside la séance, assisté du membre le plus jeune de chaque groupe linguistique, lesquels assument la fonction de secrétaire.

Hoofdstuk II. — Voorlopig bureau

Art. 6. Bij de opening van iedere zitting wordt de Brusselse Hoofdstedelijke Raad voorgezeten door het oudste lid in jaren, bijgestaan door het jongste lid van elke taalgroep die de functie van secretaris waarnemen.

— Adopté.

Aangenomen.

Chapitre III. — De la validation des opérations électorales et de la vérification des pouvoirs

Art. 7. 1. Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale se prononce sur la validité des opérations électorales en ce qui concerne ses membres et les suppléants.

2. A cet effet, le procès-verbal d'élection et les réclamations sont transmis, avec les pièces justificatives, à une Commission de sept membres, dont un au moins par groupe linguistique, formée par tirage au sort.

3. La Commission nomme un rapporteur chargé de faire rapport au Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale.

4. Tous les membres élus prennent part à cette validation.

5. En cas d'élection partielle ou en cas d'admission d'un membre suppléant, la validation est faite par une Commission composée selon le point 2.

6. Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale se prononce sur les conclusions de la Commission.

Hoofdstuk III. — Geldigverklaring van de kiesverrichtingen en onderzoek van de geloofsbrieven

Art. 7. 1. De Brusselse Hoofdstedelijke Raad spreekt zich uit over de geldigheid van de kiesverrichtingen wat zijn leden en de opvolgers betreft.

2. Te dien einde worden het proces-verbaal van de verkiezingen en de bezwaren, met de stukken tot staving, gezonden naar een Commissie die zeven leden telt van wie ten minste één per taalgroep en die bij loting wordt samengesteld.

3. De Commissie benoemt een rapporteur die verslag uitbrengt aan de Brusselse Hoofdstedelijke Raad.

4. Al de verkozen leden nemen aan deze geldigverklaring deel.

5. In geval van tussentijdse verkiezing of van toelating van een opvolger, wordt de geldigverklaring gedaan door een Commissie die wordt samengesteld overeenkomstig lid 2.

6. De Brusselse Hoofdstedelijke Raad doet uitspraak over de besluiten van de Commissie.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 8. 1. Lorsque les opérations électorales ont été validées, chacun des groupes linguistiques vérifie les pouvoirs de ses membres, et juge les contestations qui s'élèvent à ce sujet.

2. A cet effet, les actes de présentation et d'acceptation des candidats et les pièces justificatives des conditions d'éligibilité

concernant les membres élus du groupe linguistique français sont transmis à une Commission composée de sept membres et formée par tirage au sort parmi les membres du groupe linguistique français, tandis que les actes de présentation et d'acceptation des candidats et les pièces justificatives des conditions d'éligibilité concernant les membres élus du groupe linguistique néerlandais sont transmis à une Commission composée de sept membres et formée par tirage au sort parmi les membres du groupe linguistique néerlandais.

3. Chaque Commission nomme un rapporteur chargé de faire rapport au Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale.

4. Tous les membres élus prennent part à cette vérification pour ce qui concerne les membres du groupe linguistique auquel ils appartiennent.

5. En cas d'élection partielle ou en cas d'admission d'un membre suppléant, la vérification est faite par une ou deux Commissions composées comme il est prévu au point 2.

6. Chacun des groupes linguistiques se prononce sur les conclusions de la Commission composée de ses membres et le Président proclame membres du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, ceux dont les pouvoirs ont été déclarés validés.

7. Avant d'entrer en fonction, les membres du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale prêtent serment, en séance plénière et publique, de la manière suivante:

1° s'ils sont membres du groupe linguistique français: «Je jure d'observer la Constitution»;

2° s'ils sont membres du groupe linguistique néerlandais: «Ik zweer de Grondwet na te leven».

8. La liste établie au terme de cette procédure est adressée au doyen d'âge de chaque groupe linguistique de chaque Commission communautaire.

Art. 8. 1. Nadat de kiesverrichtingen geldig zijn verklaard, onderzoekt elke taalgroep de geloofsbrieven van zijn leden en beslist de geschillen die hieromtrent rijzen.

2. Te dien einde worden de akten van voordracht en bewilliging van de kandidaten, evenals de stukken waaruit blijkt dat de verkozen leden van de Nederlandse taalgroep aan de verkiesbaarheidsvoorwaarden voldoen, gezonden aan een Commissie die zeven leden telt en wordt samengesteld bij loting onder de leden van de Nederlandse taalgroep, terwijl de akten van bewilliging en voordracht van de kandidaten evenals de stukken waaruit blijkt dat de verkozen leden van de Franse taalgroep aan de verkiesbaarheidsvoorwaarden voldoen, worden gezonden aan een Commissie die zeven leden telt en wordt samengesteld bij loting onder de leden van de Franse taalgroep.

3. Iedere Commissie benoemt een rapporteur die verslag uitbrengt aan de Brusselse Hoofdstedelijke Raad.

4. Al de verkozen leden nemen aan dit onderzoek deel voor de leden van de taalgroep waartoe zij behoren.

5. In geval van tussentijdse verkiezing of van toelating van een opvolger, wordt het onderzoek gedaan door één of twee Commissies die worden samengesteld overeenkomstig het bepaalde in lid 2.

6. Elke taalgroep doet uitspraak over de besluiten van de uit zijn leden samengestelde Commissie en de Voorzitter roept tot leden van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad uit degenen wier geloofsbrieven geldig werden verklaard.

7. Alvorens hun ambt te aanvaarden leggen de leden van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad, in plenaire en openbare vergadering, de volgende eed af:

1° als ze lid zijn van de Nederlandse taalgroep: «Ik zweer de Grondwet na te leven»;

2° als ze lid zijn van de Franse taalgroep: «Je jure d'observer la Constitution».

8. De na afloop van die procedure opgemaakte lijst wordt aan het oudste lid van iedere taalgroep van iedere Gemeenschapscommissie toegezonden.

— Adopté.

Aangenomen.

Chapitre IV. — Des groupes politiques reconnus

Art. 9. 1. Peuvent constituer un groupe politique reconnu, les élus d'une même liste électorale qui a obtenu 10 p.c. des sièges au sein du groupe linguistique correspondant. En cas de fraction d'unité, le chiffre obtenu est arrondi à l'unité supérieure.

2. Les suppléants appelés à siéger en qualité de membres du Conseil à la suite de l'élection des membres de l'Exécutif et des secrétaires d'Etat régionaux n'entrent pas en ligne de compte pour le calcul prévu au point 1.

3. Les groupes politiques reconnus remettent à la présidence la liste de leurs membres et indiquent le nom de leur Président.

Hoofdstuk IV. — Erkende politieke fracties

Art. 9. 1. De verkozenen van een zelfde kieslijst, die in de overeenkomstige taalgroep 10 pct. van de zetels heeft behaald, kunnen een erkende politieke fractie vormen. Ingeval een breuk van een eenheid wordt verkregen, wordt dat getal naar de hogere eenheid afgerond.

2. De opvolgers, die na de verkiezing van de leden van de Executieve en van de Gewestelijke Staatssecretarissen zitting hebben in de hoedanigheid van lid van de Raad, komen niet in aanmerking voor de in lid 1 voorgeschreven berekeningswijze.

3. De erkende politieke fracties overhandigen aan de Voorzitter een lijst van hun leden en geven de naam van hun fractievoorzitter op.

M. le Président. — A cet article, M. Drouart et consorts ont déposé l'amendement que voici:

«A l'article 9 remplacer le paragraphe 1 par la disposition suivante:

«1. Pour être reconnu en tant que tel, un groupe politique doit être constitué:

— soit de trois membres élus sur une même liste ou sur des listes appartenant à une même famille politique;

— soit de 10 p.c. des sièges au sein d'un même groupe linguistique.

En cas de fraction d'unité, le chiffre obtenu est arrondi à l'unité supérieure.»

Op dit artikel, wordt het volgende amendement door de heer Drouart c.s. ingediend:

Paragraaf 1 van het artikel door de volgende bepaling vervangen:

«1. Om als dusdanig erkend te worden, moet een politieke fractie bestaan uit:

— drie leden verkozen op eenzelfde lijst of op lijsten van eenzelfde politieke familie;

— of 10 pct. van de zetels van eenzelfde taalgroep.

In geval van breuk van eenheid, wordt het verkregen cijfer naar de hogere eenheid afgerond.»

La parole est à Mme Nagy pour justifier cet amendement.

Mme Nagy. — Monsieur le Président, je me réfère à ce que j'ai dit concernant l'amendement à l'article 9 du règlement de la Commission communautaire commune.

M. le Président. — Le vote sur l'amendement et l'article 9 est réservé.

Chapitre V. — Du Bureau définitif

Art. 10. Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, immédiatement après la vérification des pouvoirs, procède à la nomination du Bureau définitif.

Hoofdstuk V. — Vast Bureau

Art. 10. Onmiddellijk na het onderzoek van de geloofsbrieven benoemt de Brusselse Hoofdstedelijke Raad zijn vast Bureau.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 11. 1. Le Bureau du Conseil est formé selon le système de la représentation proportionnelle des groupes linguistiques et des groupes politiques reconnus.

Il comprend un Président et un premier Vice-Président qui appartiennent à un groupe linguistique différent, trois Vice-Présidents et quatre secrétaires.

2. Un tiers au moins des membres du Bureau doivent appartenir au groupe linguistique le moins nombreux.

3. Les suppléants appelés à siéger en qualité de membre du Conseil à la suite de l'élection des membres de l'Exécutif et des Secrétaires d'Etat régionaux et qui sont membres du Bureau y ont voix consultative.

4. Le Bureau complété par les Présidents de groupes politiques reconnus constitue le Bureau élargi. Les Présidents des groupes politiques sont protocolairement assimilés aux Vice-Présidents.

5. On ne peut être membre du Bureau élargi et membre du Gouvernement, d'un Exécutif ou du Collège réuni.

Art. 11. 1. Het Bureau van de Raad wordt samengesteld volgens de evenredige vertegenwoordiging van de taalgroepen en de erkende politieke fracties.

Het bestaat uit een Voorzitter en een eerste Ondervoorzitter, die tot een verschillende taalgroep behoren, drie Ondervoorzitters en vier secretarissen.

2. Ten minste een derde van de leden van het Bureau moet tot de kleinste taalgroep behoren.

3. De opvolgers die na de verkiezing van de leden van de Executieve en van de Gewestelijke Staatssecretarissen zitting hebben in de hoedanigheid van lid van de Raad en die lid zijn van het Bureau hebben daarin raadgevende stem.

4. Het Bureau aangevuld met de Voorzitters van de erkende politieke fracties vormt het Bureau in uitgebreide samenstelling. Protocollair worden de Voorzitters van de politieke fracties gelijkgesteld met de Ondervoorzitters.

5. Niemand kan tegelijkertijd lid zijn van het Bureau in uitgebreide samenstelling en lid van de Regering, van een Executieve of van het Verenigd College.

M. le Président. — A cet article, M. Drouart et consorts ont déposé l'amendement que voici:

«A cet article, remplacer les mots «la représentation proportionnelle des groupes linguistiques et des groupes politiques reconnus» par les mots «la représentation proportionnelle des groupes politiques reconnus et, ensuite, des groupes linguistiques.»

Op dit artikel wordt het volgende amendement door de heer Drouart c.s. ingediend:

«In dit artikel, de woorden «de evenredige vertegenwoordiging van de taalgroepen en de erkende politieke fracties» door de woorden «de evenredige vertegenwoordiging van de erkende politieke fracties en, daarna, de taalgroepen» vervangen.»

La parole est à Mme Nagy pour défendre cet amendement.

Mme Nagy. — Monsieur le Président, selon le mode de calcul proposé par le texte actuel du règlement, tant le Bureau du Conseil que les Commissions permanentes qu'il constitue en son sein sont formées à la représentation proportionnelle des groupes linguistiques d'abord, des groupes politiques au sein de chaque groupe linguistique ensuite. Il en est de même des nominations auxquelles le Conseil est appelé à procéder parmi ses membres.

Un tel système revient, dans la pratique, à interdire définitivement la constitution de groupes politiques bilingues puisque chaque groupe se définit d'abord par son appartenance linguistique et n'est comptabilisé ensuite qu'au sein de celui-ci.

Il est en outre contraire à l'esprit et à la lettre de la loi spéciale du 12 janvier 1989 instituant la Région de Bruxelles-Capitale. Au terme de l'article 28 de cette loi en effet:

«Chaque Conseil (régional) arrête son règlement, dans lequel il prévoit notamment que le Bureau du Conseil ainsi que les commissions seront composés suivant le système de la représentation proportionnelle de ses groupes politiques et linguistiques.»

L'interprétation littérale du texte suggère que le système de la représentation proportionnelle doit d'abord être appliqué entre les groupes politiques et, ensuite, linguistiques. C'est

donc au prix d'une entorse au texte législatif que le projet de règlement prévoit le mode de calcul inverse.

M. le Président. — La parole est à M. De Decker.

M. De Decker. — Monsieur le Président, je voudrais dire au nom du groupe PRL, que nous soutiendrons cet amendement de M. Drouart car évidemment, par rapport à la loi, il est totalement fondé. De surcroît — comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire au sein de cette Assemblée — nous estimons qu'il est quasi contre nature, l'Assemblée représentant la Région bruxelloise, d'empêcher la constitution de groupes linguistiques bilingues.

M. le Président. — Le vote sur l'amendement et l'article 11 est réservé.

Art. 12. 1. Le Conseil procède par des élections distinctes et successives à l'élection du Président, du premier Vice-Président, des autres Vice-Présidents et des secrétaires.

2. Le Président du Bureau est élu au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages. Les autres membres du Bureau sont élus au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages au sein du Conseil et au sein du groupe linguistique auxquels ils appartiennent à condition que la majorité des membres du Conseil soit présente.

3. Pour l'élection des membres du Bureau, lorsque la majorité absolue n'est pas atteinte au premier vote, il est procédé à un second vote pour départager les deux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages après désistement éventuel d'un candidat mieux placé. Le cas échéant, la participation au second vote est déterminée en tenant compte des règles définies au deuxième alinéa.

Dans tous les cas de parité de suffrages, la préférence est donnée au candidat qui, sans interruption, remplit depuis le plus longtemps un mandat parlementaire, A ancienneté égale, la préférence est donnée au candidat le plus jeune.

Les bulletins blancs et nuls entrent en ligne de compte pour le calcul des présents, non pour le calcul de la majorité.

4. Les secrétaires prévus à l'article 6, vérifient le nombre des votants et dépouillent le scrutin. Les résultats du scrutin sont proclamés par le doyen d'âge et dès son élection par le Président.

5. Si le nombre des candidats correspond au nombre des places à pourvoir, le ou les candidats sont proclamés élus sans scrutin.

6. Dès que le Président est élu, il prend place au fauteuil.

Art. 12. 1. De Raad kiest afzonderlijk en achtereenvolgens de Voorzitter, de eerste Ondervoorzitter, de overige Ondervoorzitters en de secretarissen.

2. De Voorzitter van het Bureau wordt gekozen bij geheime stemming en bij volstrekte meerderheid. De overige leden van het Bureau worden gekozen bij geheime stemming en bij volstrekte meerderheid van de stemmen in de Raad en in de taalgroep waartoe zij behoren, op voorwaarde dat de meerderheid van de leden van de Raad aanwezig is.

3. Bij de verkiezing van de leden van het Bureau wordt, wanneer bij de eerste stemming de volstrekte meerderheid niet is bereikt, overgegaan tot een tweede stemming om de twee kandidaten die het grootste aantal stemmen hebben verkregen, te rangschikken, na eventuele verzaking van een beter geplaatste kandidaat. In voorkomend geval wordt de deelneming aan de tweede stemming bepaald met inachtneming van de in het tweede lid bepaalde regelen.

In alle gevallen waar staking van stemmen optreedt, wordt de voorkeur gegeven aan de kandidaat die ononderbroken het langst een parlementair mandaat vervult. Bij gelijke anciënniteit wordt de voorkeur gegeven aan de jongste kandidaat.

Blanco en ongeldige stembriefjes komen in aanmerking voor de berekening van het aantal aanwezigen, niet voor de berekening van de meerderheid.

4. De secretarissen waarvan sprake in artikel 6, verifiëren het aantal stemmende leden en tellen de stemmen. Het resultaat van de stemmingen wordt afgekondigd door het oudste lid in jaren en door de Voorzitter, zodra hij gekozen is.

5. Indien het aantal kandidaten overeenstemt met het aantal te begeven plaatsen wordt (worden) de kandidaat (kandidaten) zonder stemming gekozen verklaard.

6. Zodra de Voorzitter is gekozen, neemt hij plaats op de voorzittersstoel.

M. le Président. — A cet article, une correction de fond peu importante a été apportée.

Pas d'observation? *(Non.)*

— Adopté.

Aangenomen.

Chapitre VI. — Du siège

Art. 18. La ville de Bruxelles, capitale de la Région, est le siège du Conseil.

Hoofdstuk VI. — Zetel

Art. 18. De stad Brussel, hoofdstad van het Gewest, is de zetel van de Raad.

M. le Président. — A cet article, Mme Nagy et consorts ont déposé l'amendement que voici:

«Les mots «capitale de la Région» sont supprimés de cet article.»

Op dit artikel wordt het volgende amendement door Mevr. Nagy c.s. ingediend:

«De woorden «hoofdstad van het Gewest» worden uit dit artikel geschrapt.»

M. le Président. — Le vote sur l'amendement et l'article 18 est réservé.

Chapitre VII. — Des élections et présentations

Art. 19. 1. Toutes les nominations, élections et présentations de candidats qui sont confiées au Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale se font à la majorité absolue des suffrages et selon les procédures prévues à l'article 12, 3°, 4° et 5°.

2. Les nominations auxquelles le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale est appelé à procéder parmi ses membres, se font à la représentation proportionnelle des groupes linguistiques et des groupes politiques reconnus.

3. Le Président fixe, s'il y a lieu, un délai pour le dépôt des candidatures.

Hoofdstuk VII. — Verkiezingen en voordrachten

Art. 19. 1. Alle benoemingen, verkiezingen en voordrachten van kandidaten die aan de Brusselse Hoofdstedelijke Raad worden opgedragen, geschieden bij volstrekte meerderheid en volgens de procedures bepaald bij artikel 12, 3°, 4° en 5°.

2. De benoemingen door de Brusselse Hoofdstedelijke Raad te doen uit zijn leden geschieden volgens de evenredige vertegenwoordiging van de taalgroepen en erkende politieke fracties.

3. De Voorzitter bepaalt zo nodig de termijn binnen welke de kandidaten moeten worden voorgedragen.

M. le Président. — A cet article, M. Drouart et consorts ont déposé l'amendement que voici:

« A cet article 19.2, remplacer les mots « la représentation proportionnelle des groupes linguistiques et des groupes politiques reconnus » par les mots « la représentation proportionnelle des groupes politiques reconnus et, ensuite, des groupes linguistiques. »

Op dit artikel wordt het volgende amendement door de heer Drouart c.s. ingediend:

« In dit artikel, de worden « de evenredige vertegenwoordiging van de taalgroepen en de erkende politieke fracties » door de woorden « de evenredige vertegenwoordiging van de erkende politieke fracties en, daarna, de taalgroepen » vervangen. »

La parole est à Mme Nagy pour défendre cet amendement.

Mme Nagy. — Monsieur le Président, une fois de plus, on en revient à la problématique de la représentation proportionnelle des groupes linguistiques et des groupes politiques. Il s'agit de la demande de ne pas rendre impossible la composition de groupes bilingues. C'est la raison pour laquelle, en relation avec la modification proposée à l'article 11, nous introduisons un amendement à l'article 19.

M. le Président. — Le vote sur l'amendement et l'article 19 est réservé.

Art. 22. Chaque membre d'un groupe politique reconnu représenté dans les commissions permamentes du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale en application de la représentation proportionnelle, doit faire partie d'au moins une commission.

Art. 22. Elk lid van een met toepassing van de evenredige vertegenwoordiging in de vaste commissies van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad vertegenwoordigde erkende politieke fractie moet deel uitmaken van ten minste één commissie.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 23. 1. Il peut être formé des commissions spéciales par le Conseil pour l'examen de projets et propositions déterminés et chaque fois qu'il le juge utile. Il fixe le nombre de membres du Conseil qui doivent en faire partie en appliquant le système de la représentation proportionnelle des groupes linguistiques et des groupes politiques reconnus, sans préjudice du droit pour un groupe de proposer la désignation, à un ou plusieurs de ses mandats, de conseillers n'appartenant pas à un groupe politique reconnu déjà représenté dans la Commission. Les dispositions de l'article 19 sont applicables.

2. Les Commissions spéciales sont présidées par le Président du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, sans voix délibérative, ou par un Président élu au sein de la Commission.

Les Commissions spéciales nomment, en outre, trois vice-présidents.

4. Sauf décision contraire du Conseil, la mission des Commissions spéciales prend fin par le dépôt du rapport.

Art. 23. 1. Er kunnen door de Raad, telkens wanneer hij het nuttig acht, bijzondere Commissies worden ingesteld om bepaalde ontwerpen en voorstellen te behandelen. Hij bepaalt hoeveel raadsleden daarvan deel moeten uitmaken en zulks met toepassing van het systeem van de evenredige vertegenwoordiging van de taalgroepen en erkende politieke fracties en onverminderd het recht van een fractie om voor een of meer van haar mandaten de aanwijzing voor te stellen van leden die niet behoren tot een erkende politieke fractie welke reeds in de Commissie vertegenwoordigd is. Daarbij wordt het bepaalde in artikel 19 toegepast.

2. De bijzondere Commissies worden voorgezeten door de Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad, die in dit geval niet stemgerechtigd is, of door een uit hun midden gekozen Voorzitter.

De bijzondere Commissies wijzen bovendien drie ondervoorzitters aan.

4. Behoudens andersluidende beslissing van de Raad eindigt de opdracht van de bijzondere Commissies door de indiening van het verslag.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 49 1. Le temps de parole est fixé comme suit dans les débats ouverts sur les questions suivantes:

1° Projets et propositions d'ordonnance, projets et propositions de règlement et projets de budget:

a) discussion générale: 30 minutes par orateur;

b) discussion des articles: 10 minutes par orateur;

auteur d'un amendement: 5 minutes;

2° Interpellations:

a) l'interpellateur: 15 minutes;

Les auteurs des interpellations jointes à la première: 10 minutes;

10 minutes par groupe politique reconnu;

5 minutes par orateur n'appartenant pas à un groupe politique reconnu;

b) après les explications de l'Exécutif ou du Collège réuni, le temps de parole de 10 minutes est réparti par le Président entre les interpellateurs;

c) si l'Exécutif ou le Collège réuni ne répond pas, seul l'auteur de l'interpellation: 5 minutes;

d) seul l'auteur d'une interpellation jointe à la discussion d'un budget: 15 minutes;

e) à la demande du cinquième des membres du Conseil, les limitations prévues par le littera *b* de la présente disposition ne sont pas applicable aux interpellations qui bénéficient de l'urgence en vertu de l'article 94, 2°;

3° Questions écrites et réponses orales et questions d'actualité:

— question et réponse: 5 minutes (temps global);

— question complémentaire et réponse: 2 minutes (temps global);

4° Ratification et modification de l'ordre des travaux par le Bureau élargi;

L'auteur de la proposition, un orateur par groupe politique reconnu et 2 membres ne faisant partie d'aucun groupe: 5 minutes;

5° Urgence, consultation du Conseil d'Etat, conflits d'intérêts et prise en considération:

L'auteur de la proposition et un orateur par groupe politique reconnu: 5 minutes;

6° Motions de procédure:

Sauf décision contraire du Président, l'auteur de la motion et un orateur par groupe politique reconnu: 5 minutes;

2. Le Conseil pourra toujours déroger aux dispositions du présent article relatives au nombre des orateurs, sauf pour les questions.

3. Le Président peut inviter les membres de l'Exécutif ou du Collège réuni et les rapporteurs à conclure, lorsqu'il estime que le Conseil est suffisamment informé.

4. Un membre par groupe politique reconnu peut obtenir la parole pendant 10 minutes, après la réplique d'un membre de l'Exécutif, du Collège réuni ou d'un Secrétaire d'Etat régional, dans une discussion générale.

Dans d'autres cas et sans préjudice de règles particulières, un membre par groupe politique reconnu peut obtenir la parole pendant 5 minutes après la réplique d'un membre de l'Exécutif, du Collège réuni ou d'un Secrétaire d'Etat régional.

Ces temps de parole ne sont pas applicables à la discussion d'une déclaration de l'Exécutif ou du Collège réuni.

5. Les explications de vote ne peuvent excéder trois minutes par orateur.

6. Dans les débats que le Bureau élargi désigne et qui portent sur la politique générale ou sur un problème d'importance particulière, le temps global de parole est fixé comme suit:

a) orateurs mandatés: 60 minutes pour les groupes politiques reconnus, qui peuvent mandater deux orateurs;

b) orateurs non mandatés: temps de parole fixé par le chef de groupe en attribuant 10 minutes maximum par membre du groupe;

c) orateurs n'appartenant pas à un groupe politique: 15 minutes.

Cette disposition n'est applicable qu'en séance plénière.

7. Le temps de parole fixé par cet article peut être:

a) modifié par le Bureau élargi à moins qu'un tiers des membres du Conseil ne s'oppose aux propositions faites;

b) réduit de moitié au maximum en cours de discussion, par décision du Conseil prise par assis et levé. Un orateur par groupe politique reconnu peut prendre la parole dans les limites fixées au n° 1, 6°, du présent article.

Art. 49. 1. De spreektijd wordt als volgt vastgesteld voor de bespreking van de volgende onderwerpen:

1° Ontwerpen of voorstellen van ordonnantie, van verordening en van begroting:

a) algemene bespreking: 30 minuten per spreker;

b) artikelsgewijze bespreking: 10 minuten per spreker;

indiener van een amendement: 5 minuten;

2° Interpellaties:

a) de interpellant: 15 minuten;

De auteurs van de interpellaties welke gevoegd zijn bij de eerste interpellatie: 10 minuten;

10 minuten per erkende politieke fractie;

5 minuten per spreker die niet tot een erkende politieke fractie behoort;

b) na de repliek van de Executieve of van het Verenigd College: 10 minuten spreektijd wordt door de Voorzitter verdeeld onder de interpellanten;

c) indien de Executieve of het Verenigd College niet antwoordt, alleen de interpellant: 5 minuten;

d) wanneer het een interpellatie geldt die bij de bespreking over een begroting is gevoegd, alleen de interpellant: 15 minuten;

e) op verzoek van een vijfde van de leden van de Raad worden de sub littera *b* gestelde beperkingen niet toegepast op de interpellaties die krachtens artikel 94, 2°, urgent zijn;

3° Schriftelijke vragen en mondelinge antwoorden en dringende vragen:

— Vraag en antwoord: 5 minuten (totale spreektijd);

— Aanvullende vraag en antwoord: 2 minuten (totale spreektijd);

4° Goedkeuring en wijziging van de regeling der werkzaamheden, opgemaakt door het Bureau in uitgebreide samenstelling:

De indiener van het voorstel, één spreker per erkende politieke fractie en 2 leden die tot geen enkele fractie behoren: 5 minuten;

5° Urgentverklaring, raadpleging van de Raad van State, belangenconflicten en inoverwegingneming:

De indiener van het voorstel en één spreker per erkende politieke fractie: 5 minuten;

6° Voorstellen van orde:

Behoudens andersluidende beslissing van de Voorzitter, de indiener van het voorstel en één spreker per erkende politieke fractie: 5 minuten.

2. De Raad kan te allen tijde van het in dit artikel met betrekking tot het aantal sprekers bepaalde afwijken, behalve voor de vragen.

3. De Voorzitter kan de leden van de Executieve of van het Verenigd College en de rapporteurs vragen te besluiten zo hij oordeelt dat de Raad voldoende is ingelicht.

4. Tijdens een algemene bespreking mag aan één lid per erkende politieke fractie gedurende tien minuten het woord worden verleend na de repliek van een lid van de Executieve of van het Verenigd College of van een Gewestelijke Staatssecretaris. In andere gevallen, en onverminderd bijzondere regels, mag na de repliek van een lid van de Executieve of van het Verenigd College of van een Gewestelijke Staatssecretaris aan één lid per erkende politieke fractie gedurende vijf minuten het woord worden verleend.

Voornoemde spreektijden zijn niet van toepassing op de bespreking van een verklaring van de Executieve of van het Verenigd College.

5. Een stemverklaring mag niet meer dan drie minuten per spreker duren.

6. Voor de door het Bureau in uitgebreide samenstelling aangewezen debatten over het algemeen beleid of over een kwestie van bijzonder belang wordt de totale spreektijd vastgesteld als volgt:

a) gemandateerde sprekers: 60 minuten voor de erkende politieke fracties die twee sprekers mogen afvaardigen;

b) niet-gemandateerde sprekers: spreektijd bepaald door de fractieleider, die aan elk lid van de fractie maximum 10 minuten kan toewijzen;

c) sprekers die niet tot een fractie behoren: 15 minuten;

Deze bepaling is alleen van toepassing in plenaire vergadering.

7. De bij dit artikel vastgestelde spreektijd kan:

a) worden gewijzigd door het Bureau in uitgebreide samenstelling tenzij een derde van de leden van de Raad zich tegen de gedane voorstellen verzet;

b) maximaal met de helft worden beperkt in de loop van de bespreking, bij beslissing van de Raad die bij zitten en opstaan wordt genomen. Een spreker per erkende politieke fractie mag binnen de in 1, 6°, van dit artikel gestelde perken het woord voeren.

M. le Président. — Mme Nagy et consorts présentent les amendements que voici:

«1) Au point 1, 1°, b), de cet article, les mots «10 minutes par orateur» sont remplacés par les mots «15 minutes par orateur.»

«2) Au point 1, 2°, b), les mots «10 minutes» sont remplacés par «20 minutes» et, au même littera, in fine, *les mots «et les orateurs» sont ajoutés.»*

Op dit artikel worden de volgende amendementen door Mevr. Nagy c.s. ingediend.

«1) In punt 1, 1°, b, van dit artikel, worden de woorden «10 minuten per spreker» door de woorden «15 minuten per spreker» vervangen.»

«2) In littera b) van 2° van punt 1 van het artikel, de woorden «10 minuten» door «20 minuten» vervangen.

In dezelfde littera «en de sprekers» in fine *toevoegen.»*

La parole est à Mme Nagy.

Mme Nagy. — Monsieur le Président, j'ai déjà abordé cette question tout à l'heure et je n'y reviendrai donc pas. Je précise simplement qu'il est important de donner à l'Assemblée la possiblité de s'exprimer.

M. le Président. — Le vote sur les amendements et sur l'article 49 est réservé.

De stemming over de amendementen en over het artikel 49 is voorbehouden.

Art. 58. 1. Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale ne peut prendre de résolution qu'autant que la majorité de ses membres se trouve réunie.

2. Sauf dérogations particulières prévues par le présent règlement, tout résolution est prise à la majorité absolue des suffrages. En cas de partage des voix, la proposition mise en délibération est repoussée.

3. Le résultat des délibérations est proclamé par le Président, en ces termes: «Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale adopte» ou «Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale n'adopte pas».

Art. 58. 1. De Brusselse Hoofdstedelijke Raad kan geen besluit nemen indien de meerderheid van zijn leden niet vergaderd is.

2. Behoudens bijzondere afwijkingen als bepaald in dit reglement, wordt elk besluit bij volstrekte meerderheid van stemmen genomen. Bij staking van stemmen, is het in stemming gebrachte voorstel verworpen.

3. De Voorzitter kondigt het resultaat van de beraadslagingen af in deze voege: «De Brusselse Hoofdstedelijke Raad neemt aan» of «De Brusselse Hoofdstedelijke Raad neemt niet aan».

— Adopté.

Aangenomen.

TITRE IV. — *De la procédure en matière de projets d'ordonnance, de projets de règlement et de propositions*

Chapitre Ier. — De la sonnette d'alarme

Art. 65. Sauf pour les budgets, une motion motivée, signée par les trois quarts au moins des membres d'un groupe linguistique du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale et introduite avant le vote final en séance publique, peut déclarer que les dispositions qu'elle désigne dans un projet ou une proposition d'ordonnance ou de règlement sont de nature à porter gravement atteinte aux relations entre les Communautés.

Si la motion est jugée recevable par le Président, la procédure au sein du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale est

suspendue et la motion est renvoyée à l'Exécutif qui, dans les trente jours, émet un avis motivé, et, le cas échéant, amende le projet ou la proposition.

L'avis motivé de l'Exécutif est transmis au Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, où il est procédé au vote sur les amendements éventuellement proposés par l'Exécutif, puis sur l'ensemble du projet ou de la proposition.

Cette procédure ne peut être appliquée qu'une fois par les membres du groupe linguistique à l'égard d'un même projet ou d'une même proposition.

TITEL IV. — *Wijze van behandeling van ontwerpen en voorstellen van ordonnantie of ontwerpen en voorstellen van verordening*

Hoofdstuk I. — Alarmbel

Art. 65. Behoudens voor de begrotingen kan een met redenen omklede motie, ondertekend door ten minste drie vierde van de leden van een taalgroep van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en ingediend vóór de eindstemming in openbare vergadering, verklaren dat de bepalingen die zij aanwijst in een ontwerp of voorstel van ordonnantie of van verordening, de betrekkingen tussen de gemeenschappen ernstig in het gedrang kunnen brengen.

Oordeelt de Voorzitter dat de motie ontvankelijk is, dan wordt de procedure in de Brusselse Hoofdstedelijke Raad opgeschort en de motie verwezen naar de Executieve, die binnen dertig dagen daarover een gemotiveerd advies geeft en eventueel het ontwerp of voorstel amendeert.

Het gemotiveerd advies van de Executieve wordt aan de Brusselse Hoofdstedelijke Raad bezorgd. Deze stemt over de amendementen die de Executieve eventueel voorstelt, en vervolgens over het ontwerp of het voorstel in zijn geheel.

Deze procedure kan door de leden van een taalgroep slechts eenmaal worden toegepast ten aanzien van een zelfde ontwerp of voorstel.

— Adopté.

Aangenomen.

Chapitre III. — De la prévention et du règlement des conflits d'intérêts

Art. 67. 1. Toute proposition de motion invitant le Conseil à déclarer qu'il estime pouvoir être gravement lésé par un projet ou une proposition de loi déposé devant une Chambre législative, par un projet ou proposition de décret déposé devant un autre Conseil ou par un amendement à ces textes, bénéficie de l'urgence dès que le Président s'est prononcé sur sa recevabilité.

2. Le Conseil, ou en cas de besoin, le Bureau élargi, peut décider de l'envoi de la proposition devant la Commission compétente ou forme, le cas échéant, une Commission spéciale.

La Commission fait rapport au Conseil dès sa plus prochaine séance publique.

3. La proposition de motion introduisant cette demande au Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale doit être adoptée aux trois quarts des voix.

Elle est immédiatement transmise à l'Assemblée concernée.

5. Le Président du Conseil organise la concertation avec l'Assemblée concernée.

6. Dès que la concertation aura pris fin et au plus tard 60 jours après la transmission prévue au point 3, il est fait rapport sur cette concertation au Conseil.

7. Si la concertation n'a pas abouti à une solution dans ce délai, la Chambre des représentants est saisie du litige par le Président du Conseil.

Hoofdstuk III. — Voorkoming en regeling van belangenconflicten

Art. 67. 1. Ieder voorstel van motie waarin de Raad verzocht wordt te verklaren dat hij ernstig kan worden benadeeld door een in een Wetgevende Kamer ingediend wetsontwerp of -voorstel, een in een andere Raad ingediend ontwerp of voorstel van decreet, of een amendement daarop, wordt urgent verklaard zodra de Voorzitter zich over de ontvankelijkheid ervan heeft uitgesproken.

2. De Raad of, zo nodig, het Bureau in uitgebreide samenstelling, kan besluiten het voorstel naar de bevoegde Commissie te verwijzen of stelt, in voorkomend geval, een bijzondere Commissie in.

De Commissie brengt in zijn eerstvolgende openbare vergadering verslag uit aan de Raad.

3. Het voorstel voor een motie waarbij dat verzoek bij de Brusselse Hoofdstedelijke Raad wordt ingeleid, moet met drie vierde van de stemmen worden aangenomen.

Het wordt onverwijld aan de betrokken Vergadering toegezonden.

5. De Voorzitter van de Raad regelt het overleg met de betrokken Vergadering.

6. Zodra het overleg beëindigd is, en uiterlijk zestig dagen na de in punt 3 bedoelde overzending, wordt aan de Raad verslag uitgebracht over dat overleg.

7. Indien het overleg niet binnen voormelde termijn tot een oplossing leidt, wordt het geschil onverwijld door de Voorzitter van de Raad aanhangig gemaakt bij de Kamer van volksvertegenwoordigers.

— Adopté.

Aangenomen.

Chapitre IV. — Des recours à la Cour d'arbitrage

Art. 69. 1. Si deux tiers au moins des membres composant le Conseil en font la demande, le Président introduit auprès de la Cour d'arbitrage un recours en annulation, totale ou partielle, d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance pour violation:

1° Des règles qui sont établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des Communautés et des Régions; ou

2° Des articles 6, 6*bis* et 17 de la Constitution; ou

3° Des articles de la Constitution qu'une loi adoptée à la majorité spéciale déterminera.

2. La proposition de résolution introduisant cette demande et contresignée soit par deux tiers des membres du Bureau élargi, soit par deux tiers des membres du Conseil, est remise par écrit au Président.

L'existence de la majorité des deux tiers est constatée par un vote nominatif, en séance publique du Conseil de Bruxelles-Capitale.

3. En cas d'urgence, le Bureau élargi, statuant à la majorité des deux tiers, peut habiliter le Président à introduire immédiatement le recours. La confirmation de cette décision par le Conseil se fait selon la procédure prévue au point 2.

4. Les dispositions du présent article sont applicables à l'introduction d'une requête en suspension de la norme attaquée.

Hoofdstuk IV. — Beroep bij het Arbitragehof

Art. 69. 1. Indien ten minste twee derde van de leden van de Raad erom verzoeken, stelt de Voorzitter bij het Arbitragehof een beroep tot volledige of gedeeltelijke vernietiging van een wet, van een decreet of van een ordonnantie in wegens schending van:

1° De regels die door of krachtens de Grondwet zijn vastgesteld voor het bepalen van de onderscheiden bevoegdheid van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten; of

2° De artikelen 6, 6*bis* en 17 van de Grondwet; of

3° De artikelen van de Grondwet, die een met bijzondere meerderheid aangenomen wet bepaalt.

2. Het voorstel van resolutie waarbij het verzoek wordt ingediend en dat medeondertekend wordt hetzij door twee derde van de leden van het Bureau in uitgebreide samenstelling hetzij door twee derde van de leden van de Raad, wordt schriftelijk aan de Voorzitter voorgelegd.

Het bestaan van een tweederde meerderheid wordt bij naamstemming in openbare vergadering van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad vastgesteld.

3. In geval van spoed kan het Bureau in uitgebreide samenstelling eveneens bij tweederde meerderheid van zijn leden, de Voorzitter ertoe machtigen het beroep onmiddellijk in te stellen. Het besluit van het Bureau wordt door de Raad bevestigd overeenkomstig de procedure sub punt 2.

4. De bepalingen van dit artikel gelden voor de indiening van een vordering tot schorsing van de gewraakte norm.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 74. Tout rapport qui sera fait sur une proposition provenant de l'initiative parlementaire et tendant à augmenter directement ou indirectement les dépenses publiques ou à diminuer les recettes devra, s'il est favorable à la proposition, indiquer les ressources ou les diminutions de dépenses permettant de couvrir la dépense ou la diminution de recettes devant résulter de l'adoption de la proposition. La Commission consultera, si elle le juge utile, la Commission compétente pour les finances.

Art. 74. Elk verslag over een voorstel dat uitgaat van het parlementair initiatief en ertoe strekt rechtstreeks of onrechtstreeks de openbare uitgaven te verhogen of de inkomsten te verminderen, moet, zo het met het voorstel instemt, de inkomsten of de verminderingen van uitgaven opgeven, waardoor de uitgave of de vermindering van inkomsten wordt gedekt, die uit de aanneming van het voorstel kunnen voortvloeien. Indien de Commissie het raadzaam oordeelt, pleegt zij overleg met de Commissie die bevoegd is voor de financiën.

M. le Président. — M. Adriaens et consorts présentent l'amendement que voici:

« Les dispositions contenues dans cet articles sont abrogées. »

Op dit artikel wordt het volgende amendement door de heer Adriaens c.s. ingediend:

« De bepalingen van dit artikel worden opgeheven. »

La parole est à M. Adriaens.

M. Adriaens. — Monsieur le Président, la justification de cet amendement est identique à celle que j'ai développée au sein de la Commission communautaire commune. Je m'en tiens donc à mes explications précédentes.

M. le Président. — Le vote sur l'amendement et sur l'article 74 est réservé.

De stemming over het amendement en het artikel 74 is voorbehouden.

Chapitre VI. — De la discussion des projets d'ordonnance, des projets de règlement et des propositions

Art. 75. 1. La discussion des projets et des propositions d'ordonnance et des projets et propositions de règlement comporte une discussion générale et une discussion des articles.

2. La discussion générale porte sur le principe et sur l'ensemble du projet ou de la proposition.

3. Si les conclusions de la Commission tendent à ne pas adopter le projet ou la proposition, le Conseil se prononce sur ces conclusions après la discussion générale et ne procède à la discussion des articles que s'il ne se rallie pas à l'avis de la Commission.

4. La discussion des articles s'ouvre successivement sur chaque article, suivant son ordre, et sur les amendements qui s'y rapportent.

5. Après rapport, le Conseil peut à tout moment, en cours de discussion, décider de renvoyer en Commission les articles d'un projet ou d'une proposition qui n'ont pas été définitivement adoptés en séance plénière.

Hoofdstuk VI. — Beraadslaging over ontwerpen en voorstellen van ordonnantie en verordening

Art. 75. 1. De beraadslaging over de ontwerpen en de voorstellen van ordonnantie en van verordening omvat de algemene en de artikelsgewijze bespreking.

2. De algemene bespreking loopt over het opzet van het ontwerp of voorstel in zijn geheel.

3. Heeft de Commissie besloten het ontwerp of voorstel niet aan te nemen, dan spreekt de Raad zich na de algemene beraadslaging uit over dat besluit en komen de artikelen slechts in behandeling, indien de Raad zich niet verenigt met de zienswijze van de Commissie.

4. Bij de artikelsgewijze bespreking wordt in volgorde ieder artikel, met de desbetreffende amendementen, behandeld.

5. De Raad kan na verslag tijdens de bespreking te allen tijde beslissen de artikelen van een ontwerp of voorstel die in plenaire vergadering niet definitief zijn aangenomen, naar een Commissie over te zenden.

— Adopté.

Aangenomen.

TITRE V. — *Des relations du Conseil avec l'Exécutif ou le Collège réuni*

Chapitre Ier. — De la désignation de l'Exécutif

Art. 87. 1. L'Exécutif est composé de cinq membres élus par le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale en son sein.

Outre le Président, il comprend deux membres du groupe linguistique français et deux membres du groupe linguistique néerlandais du Conseil.

2. Les candidats à l'Exécutif sont élus s'ils sont présentés sur une même liste signée par la majorité absolue des membres du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, comprenant la majorité absolue des membres de chaque groupe linguistique. Le membre présenté en premier lieu sur la liste exerce les fonctions de Président.

Si, au jour de l'élection, la liste visée à l'alinéa 1er n'est pas déposée entre les mains du Président du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, l'élection est ajournée à quinze jours. Si, dans ce délai, une telle liste est déposée, le Conseil se réunit dans les cinq jours du dépôt de la liste. Les candidats à l'Exécutif sont élus conformément à l'alinéa 1er.

3. Dans le cas où un accord n'est pas intervenu, l'élection a lieu au scrutin secret par autant de scrutins séparés qu'il y a de membres à élire. Les présentations de candidats à l'Exécutif doivent être signées par au moins cinq membres du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cas du Président, et par au moins trois membres du groupe linguistique correspondant pour les autres candidats. Nul ne peut signer plus d'une seule présentation par mandat.

Le Président de l'Exécutif est élu au scrutin secret et à la majorité absolue des membres du Conseil.

Les groupes linguistiques élisent chacun deux membres de l'Exécutif au scrutin secret et à la majorité absolue de leurs membres, par autant de scrutins séparés qu'il y a de membres à élire.

TITEL V. — *Betrekkingen van de Raad met de Executieve of het Verenigd College*

Hoofdstuk I. — Aanwijzing van de Executieve

Art. 87. 1. De Executieve bestaat uit vijf leden die de Brusselse Hoofdstedelijke Raad onder zijn leden kiest.

Zij omvat, naast de Voorzitter, twee leden van de Nederlandse taalgroep en twee leden van de Franse taalgroep van de Raad.

2. De kandidaten voor de Executieve zijn verkozen indien ze voorgedragen zijn op eenzelfde lijst die ondertekend is door de volstrekte meerderheid van de leden van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad, met daarin de volstrekte meerderheid van de leden van elke taalgroep. Het als eerste op de lijst voorgedragen lid oefent het ambt van Voorzitter uit.

Indien op de dag van de verkiezing geen lijst als bedoeld in het eerste lid van punt 2 aan de Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad wordt overhandigd, wordt de verkiezing veertien dagen uitgesteld. Wordt binnen die termijn een zodanige lijst overhandigd, dan komt de Raad binnen vijf dagen na de indiening van de lijst bijeen. De kandidaten voor de Executieve worden volgens het eerste lid verkozen.

3. In geval geen akkoord is bereikt, heeft de verkiezing plaats bij geheime stemming in zoveel afzonderlijke stemmingen als er leden te verkiezen zijn. De voordrachten van kandidaten voor de Executieve moeten voor het voorzitterschap worden ondertekend door ten minste vijf leden van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en voor de andere kandidaten door ten minste drie leden van de overeenkomstige taalgroep. Niemand mag meer dan één voordracht ondertekenen per mandaat.

De Voorzitter van de Executieve wordt verkozen bij geheime stemming en bij volstrekte meerderheid van de leden van de Raad.

De taalgroepen verkiezen elk twee leden van de Executieve bij geheime stemming en bij volstrekte meerderheid van hun leden in zoveel afzonderlijke stemmingen als er leden te verkiezen zijn.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 90. 1. Tout membre du Conseil qui pose une question et qui désire qu'il y soit répondu oralement en séance publique en formule la demande par écrit au Président, à la suite du texte de la question.

2. Si le Président estime qu'il peut être répondu oralement, la question est transmise au membre de l'Exécutif, du Collège réuni ou au Secrétaire d'Etat concerné. Dans le cas contraire, il consulte au préalable le bureau élargi qui peut décider qu'il sera répondu par écrit et que la question tombe sous l'application des dispositions de l'article précédent.

3. Le Président qui consulte éventuellement le Bureau élargi décide du renvoi des questions en séance plénière, en Commission plénière ou en Commission.

L'auteur de la question lit en séance le texte de celle-ci, tel qu'il a été transmis par écrit.

Si l'auteur d'une question est absent, la question est considérée comme retirée à moins que le membre de l'Exécutif, du Collège réuni ou le Secrétaire d'Etat régional n'exprime le désir d'y répondre.

4. Le temps de parole est fixé conformément à l'article 49, 3°.

Art. 90. 1. Een lid van de Raad dat een vraag stelt en wenst dat daarop in openbare vergadering mondeling wordt geantwoord, richt daartoe een schriftelijk verzoek tot de Voorzitter, samen met de tekst van de vraag.

2. Als de Voorzitter oordeelt dat op de vraag mondeling kan worden geantwoord, dan wordt zij aan het betrokken lid

van de Executieve, van het Verenigd College of de betrokken Staatssecretaris overgemaakt. In het tegenovergestelde geval legt hij de vraag voor aan het Bureau in uitgebreide samenstelling dat kan beslissen dat daarop schriftelijk geantwoord kan worden en dat op de vraag de bepalingen van het voorgaande artikel toepasselijk zijn.

3. De Voorzitter beslist, eventueel na overleg met het Bureau in uitgebreide samenstelling, over de behandeling van de vragen in plenaire vergadering, in de plenaire Commissie of in een andere Commissie.

De auteur van de vraag leest in vergadering de schriftelijk overgemaakte tekst ervan voor.

Als de indiener van een vraag afwezig is, dan wordt de vraag geacht te zijn ingetrokken, tenzij het lid van de Executieve, van het Verenigd College of de Gewestelijke Staatssecretaris de wens te kennen geeft daarop te antwoorden.

4. De spreektijd wordt vastgesteld overeenkomstig artikel 49, 3°.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 91. 1. L'heure des questions d'actualité a lieu en principe à chaque séance plénière au moment fixé par le Conseil sur proposition du bureau élargi, au plus tard à 17 heures et en tout cas avant les votes. Toutefois le Bureau élargi peut décider que l'heure des questions d'actualité aura lieu en Commission plénière.

2. Tout membre du Conseil qui pose une question et qui désire qu'il soit répondu oralement au cours de l'heure des questions en formule la demande par écrit au Président au plus tard à 11 heures, si la réunion du Conseil a lieu l'après-midi ou au plus tard à 9 heures si la réunion a lieu le matin.

3. Le nombre des questions est réparti équitablement entre groupes politiques reconnus. Elles sont entendues suivant l'ordre de leur dépôt.

L'intitulé des questions est communiqué aux membres de l'Exécutif, du Collège réuni ou au Secrétaire d'Etat régional concernés.

4. L'expression orale de la question doit être précise et concise et permettre une réponse aussi brève que possible.

5. Elles doivent présenter un caractère d'actualité et ne pas se rapporter à un sujet figurant déjà à l'ordre du jour.

Le Président juge de leur recevabilité.

Les dispositions de l'article 88, point 2, littera *e*, ne sont pas applicables aux questions d'actualité. Le temps de parole est fixé conformément à l'article 49, 1, 3°.

6. Il ne peut être répondu aux questions qu'en présence de leur auteur. En cas d'absence de celui-ci, la question reçoit éventuellement une réponse écrite. Question et réponse sont alors publiées au bulletin des *Questions et Réponses*.

Si le contenu de plusieurs questions le justifie, le Président peut décider, après consultation des auteurs, que l'Exécutif ou le Collège réuni y répondra simultanément.

7. Les questions qui, par manque de temps, n'auront pu être posées au cours de la séance du jour seront reportées à la plus prochaine séance ou transformées en questions écrites avec réponse orale.

Art. 91. 1. Dringende vragen kunnen in beginsel in elke plenaire vergadering worden gesteld op het tijdstip dat daartoe op voorstel van het Bureau in uitgebreide samenstelling door de Raad wordt vastgesteld, maar ten laatste om 17 uur en in elk geval vóór de stemmingen. Het Bureau in uitgebreide samenstelling kan nochtans de dringende vragen naar de plenaire Commissie verwijzen.

2. Het lid van de Raad dat een vraag stelt en daarop een mondeling antwoord wenst te ontvangen tijdens het vragenuurtje, richt daartoe een schriftelijk verzoek tot de Voorzitter uiterlijk om 11 uur als de Raad 's namiddags vergadert en uiterlijk om 9 uur als de vergadering 's ochtends plaatsheeft.

3. Het aantal vragen wordt billijk over de erkende politieke fracties verdeeld.

Ze worden behandelt in de volgorde waarin ze werden ingediend.

De titel van de vragen wordt aan het betrokken lid van de Executieve, van het Verenigd College of aan de betrokken Gewestelijke Staatssecretaris meegedeeld.

4. De mondelinge formulering van de vraag moet nauwkeurig en bondig zijn en moet met een kort antwoord kunnen worden afgedaan.

5. Ze moeten een actueel karakter hebben en mogen geen betrekking hebben op een onderwerp dat reeds op de agenda staat.

De Voorzitter oordeelt over de ontvankelijkheid ervan.

Het bepaalde van artikel 88, punt 2, littera *e*, is niet toepasselijk op de dringende vragen.

De spreektijd wordt vastgesteld overeenkomstig artikel 49, 1, 3°.

6. Op de vragen mag slechts in aanwezigheid van de indiener ervan worden geantwoord. Is deze afwezig dan wordt de vraag eventueel schriftelijk beantwoord. Vraag en antwoord verschijnen dan in het bulletin van Vragen en Antwoorden.

Als de inhoud van verschillende vragen zulks wettigt, dan kan de Voorzitter na overleg met de stellers beslissen dat de Executieve of het Verenigd College daarop gelijktijdig zal antwoorden.

7. Vragen die wegens tijdgebrek niet in de loop van de vergadering van de dag konden worden gesteld, worden verschoven naar de eerstvolgende vergadering of omgezet in schriftelijke vragen met mondeling antwoord.

— Adopté.

Aangenomen.

Chapitre IV. — Des motions introduites à la suite d'une déclaration de l'Exécutif ou du Collège réuni, ou d'une interpellation

Art. 95. 1. Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale peut, à tout moment, adopter une motion de méfiance à l'égard de l'Exécutif, d'un ou plusieurs de ses membres ou d'un ou plusieurs Secrétaires d'Etat régionaux.

2. Cette motion n'est recevable que:

a) si elle présente un successeur à l'Exécutif, à un ou plusieurs de ses membres ou à un ou plusieurs Secrétaires d'Etat régionaux selon le cas;

b) si elle est signée par la majorité des membres du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale lorsqu'elle est dirigée contre le Président, par la majorité des membres du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale ainsi que par la majorité des membres de chaque groupe linguistique, lorsqu'elle est dirigée contre l'Exécutif, si elle est signée par la majorité des membres du groupe linguistique correspondant lorsqu'elle est dirigée contre un membre de l'Exécutif — le Président excepté — et/ou un Secrétaire d'Etat régional.

3. La motion de méfiance a toujours priorité et entraîne la suspension de tous les travaux du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale et des Commissions.

4. Le vote sur cette motion ne peut intervenir qu'à l'expiration d'un délai de 48 heures et au plus tard dix jours après son dépôt.

5. Elle doit être adoptée à la majorité des membres du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, si elle est dirigée contre le Président, et à la majorité des membres du Conseil ainsi qu'à la majorité des membres de chaque groupe linguistique, si elle est dirigée contre l'Exécutif.

Lorsqu'elle est dirigée contre un membre de l'Exécutif et/ou un Secrétaire d'Etat régional, à l'exception du Président, elle doit être adoptée à la majorité des membres du groupe linguistique auquel ce membre de l'Exécutif et/ou ce Secrétaire d'Etat régional appartient.

L'adoption de cette motion emporte la démission de l'Exécutif, du ou des membres et/ou du ou des Secrétaires d'Etat contestés ainsi que l'installation du nouvel Exécutif, du ou des nouveaux membres et/ou du ou des Secrétaires d'Etat.

Hoofdstuk IV. — Moties ingediend naar aanleiding van een verklaring van de Executieve of van het Verenigd College, of een interpellatie

Art. 95. 1. De Brusselse Hoofdstedelijke Raad kan te allen tijde een motie van wantrouwen aannemen tegen de Executieve, één of meer leden ervan of één of meer Gewestelijke Staatssecretarissen.

2. De motie is slechts ontvankelijk:

a) wanneer daarin een opvolger wordt voorgedragen voor de Executieve, voor één of meer leden ervan of voor één of meer Gewestelijke Staatssecretarissen, naargelang van het geval;

b) wanneer zij ondertekend is door de meerderheid van de leden van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad als zij gericht is tegen de Voorzitter, door de meerderheid van de leden van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en door de meerderheid van de leden van elke taalgroep als zij gericht is tegen de Executieve, door de meerderheid van de leden van diens taalgroep als zij gericht is tegen een lid van de Executieve, met uitzondering van de Voorzitter, en/of tegen een Gewestelijke Staatssecretaris.

3. De motie van wantrouwen heeft steeds voorrang en heeft de schorsing van alle werkzaamheden van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en van de Commissies tot gevolg.

4. Over die motie kan slechts worden gestemd na verloop van 48 uren en uiterlijk tien dagen na de indiening ervan.

5. De motie van wantrouwen moet worden aangenomen door de meerderheid van de leden van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad als zij gericht is tegen de Voorzitter, door de meerderheid van de leden van de Raad en door de meerderheid van de leden van elke taalgroep als zij gericht is tegen de Executieve.

Wanneer zij gericht is tegen een lid van de Executieve en/of een Gewestelijke Staatssecretaris, met uitzondering van de Voorzitter, moet zij door de meerderheid van de leden van diens taalgroep aangenomen worden.

Goedkeuring van die motie heeft het ontslag van de Executieve, van haar gewraakte lid of leden en/of Gewestelijke Staatssecretaris(sen) tot gevolg, alsook de aanstelling van een nieuwe Executieve of van één of meer nieuwe leden en/of Staatssecretarissen.

— Adopté.

Aangenomen.

Chapitre V. — De la question de confiance

Art. 97. 1. L'Exécutif peut, à tout moment poser la question de confiance sous la forme d'une motion motivée signée par le Président de l'Exécutif et remise au Président du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale.

2. Le Président donne immédiatement connaissance de la motion aux membres du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale.

3. La motion de confiance a priorité sur les autres motions à l'exception de la motion de méfiance.

4. Le vote sur la motion de confiance ne peut intervenir qu'après un délai de quarante-huit heures.

5. La motion n'est adoptée que si la majorité des membres du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale y souscrit. Si la confiance est refusée, l'Exécutif est démissionnaire de plein droit.

Hoofdstuk V. — Vertrouwenskwestie

Art. 97. 1. De Executieve kan te allen tijde de vertrouwenskwestie stellen in de vorm van een door de Voorzitter van de Executieve ondertekende gemotiveerde motie die aan de Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad wordt overgezonden.

2. De Voorzitter geeft aanstonds van de motie kennis aan de leden van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad.

3. De vertrouwensmotie heeft voorrang op de andere moties, met uitzondering van de motie van wantrouwen.

4. Over de motie van vertrouwen kan slechts na verloop van achtenveertig uren gestemd worden.

5. De motie kan slechts aangenomen worden indien de meerderheid van de leden van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad ze steunt. Wordt het vertrouwen geweigerd, dan is de Executieve van rechtswege ontslagnemend.

— Adopté.

Aangenomen.

TITRE II. — *Dispositions diverses*

Chapitre Ier — Des pétitions

Art. 98. 1. Les pétitions doivent être adressées par écrit au Président du Conseil.

2. Elles ne peuvent être remises en personne ni par une délégation des personnes.

3. Toute pétition doit être revêtue de la signature du pétitionnaire et indiquer lisiblement ses nom et prénoms ainsi que sa résidence.

4. Les autorités constituées ont seules le droit d'adresser des pétitions en nom collectif.

5. Sur la base d'une analyse sommaire des pétitions adressées au Conseil depuis sa dernière séance, les secrétaires renvoient les pétitions à la Commission des Pétitions.

6. La Commission des Pétitions du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale est une sous-commission de la commission compétente pour les affaires générales. Elle est composée de huit membres.

8. La Commission des Pétitions décide, suivant le cas, soit de renvoyer les pétitions à un membre de l'Exécutif ou du Collège réuni, ou à une autre Commission, soit de les déposer sur le Bureau du Conseil, soit de les classer purement et simplement.

9. L'Exécutif ou le Collège réuni est tenu de donner des explications sur le contenu des pétitions chaque fois que le Conseil l'exige.

Lorsque les pétitions sont renvoyées à une Commission chargée de l'examen d'un projet ou d'une proposition, la réponse de l'Exécutif ou du Collège réuni est intégrée au rapport.

10. Un feuilleton mensuel portant l'analyse des pétitions et des décisions qui les concernent est distibué aux membres du Conseil.

11. Dans les huit jours de la distribution du feuilleton, tout membre du Conseil peut demander qu'il soit fait rapport sur une pétition. Cette demande est transmise au Bureau élargi qui statue sur sa recevabilité.

12. Passé ce délai, ou en cas de refus du Bureau élargi, les décisions de la Commission des Pétitions sont définitives.

TITEL VII. — *Diverse bepalingen*

Hoofdstuk I — Verzoekschriften

Art. 98. 1. Verzoekschriften worden schriftelijk tot de Voorzitter van de Raad gericht.

2. Zij mogen niet persoonlijk of door een afvaardiging van personen eigenhandig worden afgegeven.

3. Ieder verzoekschrift moet voorzien zijn van de handtekening van de petitionaris, en moet duidelijk leesbaar diens naam, voornamen en verblijfplaats vermelden.

4. Alleen de gestelde overheden hebben het recht verzoekschriften in gemeenschappelijke naam in te dienen.

5. Een bondige samenvatting van de verzoekschriften, die bij de Raad zijn ingediend sedert zijn laatste vergadering wordt door de secretarissen aan de Commissie voor de Verzoekschriften overgemaakt.

6. De Commissie voor de Verzoekschriften van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad is een subcommissie van de voor algemene zaken bevoegde Commissie. Zij bestaat uit acht leden.

8. Naar gelang van het geval beslist de Commissie voor de Verzoekschriften te verwijzen naar een lid van de Executieve of van het Verenigd College, of naar een andere Commissie, ofwel ze bij de Raad ter tafel te leggen, ofwel ze eenvoudig te seponeren.

9. De Executieve of het Verenigd College, moet telkens wanneer de Raad het wenst uitleg verstrekken over de inhoud van de verzoekschriften. Wanneer de verzoekschriften worden overgezonden naar een Commissie die belast is met de behandeling van een ontwerp of voorstel, dan wordt het antwoord van de Executieve of van het Verenigd College in het verslag opgenomen.

10. Maandelijks wordt een lijst met de samenvatting van de verzoekschriften en met de desbetreffende beslissingen aan de leden van de Raad rondgedeeld.

11. Binnen acht dagen na de ronddeling van de lijst mag ieder lid van de Raad vragen dat over een of ander verzoekschrift verslag zal worden uitgebracht. Die vraag wordt doorgegeven aan het Bureau in uitgebreide samenstelling, dat oordeelt over de ontvankelijkheid ervan.

12. Wanneer de gestelde termijn is verstreken, of wanneer het Bureau in uitgebreide samenstelling de vraag heeft afgewezen, zijn de beslissingen van de Commissie voor de Verzoekschriften onherroepelijk.

— Adopté.

Aangenomen.

Chapitre II. — Des députations et adresses

Art. 99. 1. Les députations sont nommées par le Conseil; il détermine, sur proposition du Bureau, le nombre de ses membres qui sont désignés selon le système de la représentation proportionnelle des groupes linguistiques et des groupes politiques reconnus.

2. Le Président et/ou le premier Vice-Président du Conseil de Région de Bruxelles-Capitale en fait toujours partie et porte la parole.

Hoofdstuk II. — Afvaardigingen en adressen

Art. 99. 1. Iedere afvaardiging wordt aangewezen door de Raad; op voordracht van het Bureau bepaalt hij het aantal leden ervan die worden aangewezen volgens de evenredige vertegenwoordiging van de taalgroepen en de erkende politieke fracties.

2. De Voorzitter en/of de eerste Ondervoorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad maken er steeds deel van uit en treden als woordvoerder op.

— Adopté.

Aangenomen.

Chapitre III. — Du greffier et du greffier adjoint

Art. 101. 1. Sur présentation de son Bureau, le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale nomme en dehors de ses membres un greffier et un greffier adjoint. Le statut du personnel précise celles de ses règles qui leur sont applicables. L'un est francophone, l'autre néerlandophone. Ils doivent connaître suffisamment l'autre langue nationale. Cette connaissance est du niveau de celle qui est reprise par la loi sur l'emploi des langues en matière administrative pour l'accession au cadre bilingue. Elle est vérifiée par le Bureau.

2. Le vote pour ces nominations se fait conformément aux règles établies par l'article 12, 3°, 4° et 5°.

Hoofdstuk III. — De griffier en de adjunct-griffier

Art. 101. 1. De Brusselse Hoofdstedelijke Raad benoemt op voordracht van het Bureau buiten zijn leden een griffier en een adjunct-griffier. Het statuut van het personeel bepaalt die regels van het statuut die op hen van toepassing zijn. De ene is Nederlandstalig, de andere Franstalig. Zij moeten de andere landstaal voldoende kennen. Die kennis is van hetzelfde peil als die welke bij de wet op het gebruik van de talen in bestuurswezen vereist is voor toetreding tot de tweetalige personeelsformatie. Ze wordt door het Bureau getoetst.

2. De stemming voor deze benoemingen heeft plaats overeenkomstig de regels bepaald bij artikel 12, 3°, 4° en 5°.

— Adopté.

Aangenomen.

Chapitre IV. — De la comptabilité

Art. 103. 1. Sur proposition du Bureau, la Commission compétente pour les Finances est chargée de l'examen de la comptabilité des fonds du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale.

2. La Commission vérifie et apure tous les comptes, mêmes les comptes antérieurs non réglés; elle fait un récolement général du mobilier appartenant au Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale. La Commission détermine le budget du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale et le soumet à son approbation.

Hoofdstuk IV. — Comptabiliteit

Art. 103. 1. De voor de financiën bevoegde commissie is op voorstel van het Bureau belast met het nazicht van de boekhouding van de geldmiddelen van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad.

2. De Commissie verifieert en vereffent alle rekeningen, zelfs de niet vereffende vroegere rekeningen; zij gaat na of het aan de Brusselse Hoofdstedelijke Raad toebehorende meubilair met de inventaris overeenstemt. De Commissie stelt de begroting van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad vast en legt ze hem ter goedkeuringen voor.

— Adopté.

Aangenomen.

Chapitre V. — Du personnel

Art. 104. Le personnel du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale à l'exception du greffier et du greffier adjoint est nommé à la majorité absolue par le Bureau, sur proposition du groupe linguistique intéressé.

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale fixe le cadre et le statut administratif et pécuniaire de son personnel.

Le personnel est révoqué par le Bureau, sur avis conforme du groupe linguistique intéressé.

Hoofdstuk V. — De personeelsleden

Art. 104. De personeelsleden van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad met uitzondering van de griffier en de adjunct-griffier worden op voordracht van de betrokken taalgroep bij volstrekte meerderheid benoemd door het Bureau.

De Brusselse Hoofdstedelijke Raad bepaalt de personeelsformatie en het administratief en geldelijk statuut van zijn personeel.

De personeelsleden worden door het Bureau, op eensluidend advies van de betrokken taalgroep, afgezet.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — Le vote sur les amendements et articles réservés et le vote sur l'ensemble interviendront à la fin de cette séance.

De stemming over de aangehouden amendementen en artikelen en de stemming over het geheel zullen plaats hebben op het einde van deze vergadering.

QUESTIONS ORALES

MONDELINGE VRAGEN

M. le Président. — L'ordre du jour appelle les questions orales.

Aan de orde zijn de mondelinge vragen.

QUESTION ORALE DE M. DE BERLANGEER A M. PICQUE, MINISTRE-PRESIDENT DE L'EXECUTIF, CONCERNANT «L'EDITION DES DOSSIERS BRUXELLES»

MONDELINGE VRAAG VAN DE HEER DE BERLANGEER AAN DE HEER PICQUE, MINISTER-VOORZITTER VAN DE EXECUTIEVE, BETREFFENDE «DE UITGAVE VAN DE DOSSIERS BRUSSEL»

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Berlangeer om zijn vraag te stellen.

De heer De Berlangeer. — Mijnheer de Voorzitter, onlangs kregen de raadsleden de nummers 4, 5 en 6 van de dossiers Brussel. Een VZW stelde deze op in opdracht van de Brusselse Executieve.

Mijn vraag is: Waarom zijn deze niet perfect tweetalig? Zijn de Vlaamse Ministers het eens met de wijze van uitgave?

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Picqué, Minister-Voorzitter.

De heer Picqué, Minister-Voorzitter van de Executieve. — De opdracht van de VZW, afgesloten door de vorige Executieve — waarvan u het dossier heeft ontvangen — zal tot eind 1990 worden verlengd.

Deze conventie voorzag de publicatie in het Frans of in het Nederlands, mits een samenvatting in de andere taal. Vanaf 1991 zal het nieuwe systeem worden toegepast. De werking ervan zal door Minister Chabert en mijzelf worden bekendgemaakt van zodra dit systeem operationeel is.

Ik kan u nu reeds verzekeren dat het toekomstige systeem voor de gewestelijke statistiek zal veranderen. De Vlaamse universitaire centra zullen hun plaats krijgen bij de nieuwe deelnemers aan het systeem voor de gewestelijke statistiek; de publicaties met betrekking tot de statistiek zullen een nieuwe vorm krijgen en zullen uiteraard in het Frans en in het Nederlands worden verspreid.

De Voorzitter. — Het incident is gesloten.

QUESTION ORALE DE M. VANDENHAUTE A M. GRIJP, MINISTRE DE L'ECONOMIE, CONCERNANT «LA POLITIQUE MENEE PAR LA REGION BRUXELLOISE EN MATIERE DE COMMERCE EXTERIEUR»

MONDELINGE VRAAG VAN DE HEER VANDENHAUTE AAN DE HEER GRIJP, MINISTER BELAST MET ECONOMIE, BETREFFENDE «HET DOOR HET BRUSSELSE GEWEST GEVOERDE BELEID INZAKE BUITENLANDSE HANDEL»

M. le Président. — La parole est à M. Vandenhaute pour poser sa question.

M. Vandenhaute. — Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, Chers Collègues, face aux défis que constitue l'ouverture des marchés d'Europe orientale conjuguée aux impératifs de la création du «marché unique» de 1992, on se rend compte aujourd'hui — il faut le dire — de l'énorme gâchis causé par l'absence de centre de décisions et d'instruments d'analyse et d'action cohérents dans la conduite des relations internationales de la Belgique.

Dans le cadre du développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale, il serait sain que celle-ci marque un intérêt accru en faveur des capacités d'exportation des entreprises situées sur son territoire et en particulier des PME.

Aussi, Monsieur le Ministre, je me permets de vous poser les questions suivantes:

1. Ne croyez-vous pas qu'il serait opportun d'organiser une large table ronde réunissant entrepreneurs et hommes de terrain du secteur privé, table ronde qui permettrait à ceux-ci de s'exprimer en direct sur leurs ambitions et leurs objectifs commerciaux?

2. Dans un même temps, la Région de Bruxelles-Capitale, ne pourrait-elle assurer une formation spécifique des cadres en matière de marché extérieur et surtout organiser une information sur les potentialités de tels ou tels marchés extérieurs? Je vous remercie pour les réponses que vous réserverez à mes questions.

M. le Président. — La parole est à M. Chabert, Ministre, qui répondra en lieu et place de M. Grijp.

M. Chabert, Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures. — Monsieur le Président, Chers Collègues, je crois que M. Vandenhaute a raison de souligner les défis qui nous attendent, aussi bien en ce qui concerne l'ouverture des marchés de l'Europe de l'Est qu'en ce qui concerne l'unification européenne toujours plus poussée.

Toutefois, je ne partage pas son point de vue lorsqu'il dit qu'un problème se poserait actuellement, dû à l'absence d'un centre de décisions dans la conduite de la politique d'exportation. Tel aurait été le cas si la régionalisation de la politique du commerce extérieur qui se fait actuellement ne pouvait pas compter sur l'organisation effective et perspicace de la politique régionale en ce domaine, Or, les initiatives nécessaires ont été prises à ce sujet. Une cellule bruxelloise, en matière de politique d'exportation est en préparation afin de se charger de la mission de l'OBCE, lequel a partiellement été régionalisé. Les mesures nécessaires ont également été prises à l'égard du seul prospecteur commercial bruxellois que la régionalisation nous a attribué. Il se concentrera sur les marchés de l'Europe de l'Est.

En ce qui concerne l'OBCE et le FCE, le versement des salaires du personnel, ainsi que des subventions et des prêts sans intérêt aux entreprises bruxelloises, a été réglé.

J'en viens à présent aux deux questions précises qui ont été posées.

Immédiatement après l'installation de l'Exécutif, j'ai pris contact avec l'Union des entreprises de Bruxelles, ainsi qu'avec la Chambre de Commerce, afin de leur demander explicitement en quoi consistaient leurs intérêts en matière d'exportation. Des réponses fournies par ces organisations, et des discussions que j'ai eues à ce sujet avec elles, ont résulté de nouvelles initiatives. Nous avons, par exemple, prévu une action avec l'UEB afin de mobiliser les potentiels latents en exportation auprès des PME bruxelloises.

En ce qui concerne la deuxième question, un arrêté de subvention a été approuvé le 19 décembre 1989 au bénéfice de l'International Trade Invest Institute, afin de fournir des possibilités de formation pour les cadres des entreprises bruxelloises qui se spécialisent en exportation. D'ailleurs, des accords ont été conclus avec l'UEB et la Chambre de Commerce pour la réalisation cette année de stands collectifs aux foires à l'étranger, entre autres, à Stockholm et, la prochaine fois, en Hongrie.

Par conséquent, il m'apparaît que cette politique d'exportation ne fait pas seulement preuve de cohérence mais qu'elle mène, en outre, à des réalisations concrètes, qui ont une valeur réelle pour les possibilités d'exportation des entreprises bruxelloises.

M. le Président. — La parole est à M. Vandenhaute.

M. Vandenhaute. — Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, je suis heureux de constater qu'une série d'initiatives seront prises dans cet important domaine.

Il est évident que j'aurai l'occasion, d'ici quelques mois, d'en refaire l'évaluation, lorsque les différents organes, aux-

quels vous avez fait allusion, Monsieur le Ministre, auront eu l'occasion de se structurer et de faire leurs preuves.

M. le Président. — L'incident est clos.

VOTES NOMINATIFS — NAAMSTEMMINGEN

Votes réservés — Aangehouden stemmingen

M. le Président. — L'ordre du jour appelle les votes nominatifs sur les amendements et articles réservés et sur l'ensemble de la proposition de règlement du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale.

Aan de orde zijn de naamstemmingen over de amendementen en de aangehouden artikelen en over het geheel van het voorstel van reglement van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad.

Je vous rappelle que les articles et l'ensemble du règlement du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale doivent être adoptés à la majorité dans chaque groupe linguistique.

Ik herinner u eraan dat de artikelen en het geheel van het reglement van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad door de meerderheid in elke taalgroep aangenomen moeten worden.

Mesdames, Messieurs, nous passons maintenant au vote sur l'amendement n° 1 de M. Drouart à l'article 9.

Dames en Heren, wij stemmen nu over het amendement nr. 1 van de heer Drouart bij artikel 9.

— Il est procédé au vote nominatif.

Tot naamstemming wordt overgegaan.

— Résultat du vote.

47 membres sont présents.

31 votent non dans le groupe linguistique français.

4 votent non dans le groupe linguistique néerlandais.

11 votent oui dans le groupe linguistique français.

1 vote oui dans le groupe linguistique néerlandais.

Uitslag van de stemming.

47 leden zijn aanwezig.

31 stemmen neen in de Franse taalgroep.

4 stemmen neen in de Nederlandse taalgroep.

11 stemmen ja in de Franse taalgroep.

1 stemt ja in de Nederlandse taalgroep.

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Ont voté non:

Neen hebben gestemd:

Groupe linguistique français — Franse taalgroep:

M. Beauthier, Mme Carton de Wiart, MM. Cornelissen, De Coster, Demannez, de Marcken de Merken, de Patoul, Mme Dereppe, M. Désir, Mme de T'Serclaes, M. Escolar, Mme Foucart, M. Gosuin, Mme Guillaume, MM. Hotyat, Huygens, Mme Jacobs, MM. Leduc, Leroy, Magerus, Maingain, Moureaux, Parmentier, Mme Payfa, MM. Picqué, Poullet, Rens, Stalport, Thys, Van Eyll, Mme Willame.

Groupe linguistique néerlandais — Nederlandse taalgroep:

MM. Anciaux, Beghin, Chabert, Van Hauthem.

Ont voté oui:

Ja hebben gestemd:

Groupe linguistique français — Franse taalgroep:

MM. Adriaens, De Decker, de Jonghe d'Ardoye, Duponcelle, Galand, Hasquin, Mme Lemesre, M. Simonet, Mme Stengers, MM. Vandenhaute, van Weddingen.

Groupe linguistique néerlandais — Nederlandse taalgroep:

M. Cauwelier.

M. De Decker. — Monsieur le Président, Chers Collègues, puis-je faire remarquer que si le vote a pu intervenir, c'est grâce à la présence de l'opposition?

M. le Président. — Il en avait été convenu ainsi tout à l'heure. *(Protestations sur les bancs du PRL.)*

M. De Decker. — Non, non, nous avions donné notre accord pour que l'heure des votes soit avancée. Je constate que nous assurons le quorum dans cette Assemblée.

M. le Président. — Mesdames, Messieurs, nous passons maintenant au vote sur l'article 9.

Dames en Heren, wij stemmen nu over het artikel 9.

— Il est procédé au vote nominatif.

Tot naamstemming wordt overgegaan.

— Résultat du vote.

49 membres sont présents.

31 votent oui dans le groupe linguistique français.

4 votent oui dans le groupe linguistique néerlandais.

13 votent non dans le groupe linguistique français.

1 vote non dans le groupe linguistique néerlandais.

Uitslag van de stemming.

49 leden zijn aanwezig.

31 stemmen ja in de Franse taalgroep.

4 stemmen ja in de Nederlandse taalgroep.

13 stemmen neen in de Franse taalgroep.

1 stemt neen in de Nederlandse taalgroep.

En conséquence, l'article 9 est adopté.

Bijgevolg is het artikel 9 aangenomen.

Ont voté oui:

Ja hebben gestemd:

Groupe linguistique français — Franse taalgroep:

M. Beauthier, Mme Carton de Wiart, MM. Cornelissen, De Coster, Demannez, de Marcken de Merken, de Patoul, Mme Dereppe, M. Désir, Mme de T'Serclaes, M. Escolar, Mme Foucart, M. Gosuin, Mme Guillaume, MM. Hotyat, Huygens, Mme Jacobs, MM. Leduc, Leroy, Magerus, Maingain, Moureaux, Parmentier, Mme Payfa, MM. Picqué, Poullet, Rens, Stalport, Thys, Van Eyll, Mme Willame.

Groupe linguistique néerlandais — Nederlandse taalgroep:

MM. Anciaux, Beghin, Chabert, Van Hauthem.

Ont voté non:

Neen hebben gestemd:

Groupe linguistique français — Franse taalgroep:

MM. Adriaens, De Decker, de Jonghe d'Ardoye, de Looz-Corswarem, Duponcelle, Galand, Hasquin, Mmes Lemesre, Nagy, M. Simonet, Mme Stengers, MM. Vandenhaute, van Weddingen.

Groupe linguistique néerlandais — Nederlandse taalgroep:

M. Cauwelier.

M. le Président. — Mesdames, Messieurs, nous passons maintenant au vote sur l'amendement n° 2 de M. Drouart à l'article 11.

Dames en Heren, wij stemmen nu over het amendement nr. 2 van de heer Drouart bij artikel 11.

— Il est procédé au vote nominatif.

Tot naamstemming wordt overgegaan.

— Résultat du vote.

48 membres sont présents.

32 votent non dans le groupe linguistique français.

5 votent non dans le groupe linguistique néerlandais.

10 votent oui dans le groupe linguistique français.

1 vote oui dans le groupe linguistique néerlandais.

Uitslag van de stemming.

48 leden zijn aanwezig.

32 stemmen neen in de Franse taalgroep.

5 stemmen neen in de Nederlandse taalgroep.

10 stemmen ja in de Franse taalgroep.

1 stemt ja in de Nederlandse taalgroep.

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Ont voté non:

Neen hebben gestemd:

Groupe linguistique français — Franse taalgroep:

M. Beauthier, Mme Carton de Wiart, MM. Cornelissen, De Coster, de Looz-Corswarem, Demannez, de Marcken de Merken, de Patoul, Mme Dereppe, M. Désir, Mme de T'Serclaes, M. Escolar, Mme Foucart, M. Gosuin, Mme Guillaume, MM. Hotyat, Huygens, Mme Jacobs, MM. Leduc, Leroy, Magerus, Maingain, Moureaux, Parmentier, Mme Payfa, MM. Picqué, Poullet, Rens, Stalport, Thys, Van Eyll, Mme Willame.

Groupe linguistique néerlandais — Nederlandse taalgroep:

MM. Anciaux, Beghin, Chabert, Mme Schoenmaekers, M. Van Hauthem.

Ont voté oui:

Ja hebben gestemd:

Groupe linguistique français — Franse taalgroep:

MM. Adriaens, De Decker, de Jonghe d'Ardoye, Duponcelle, Galand, Hasquin, Mmes Lemesre, Nagy, M. Simonet, Mme Stengers.

Groupe linguistique néerlandais — Nederlandse taalgroep:

M. Cauwelier.

M. le Président. — Mesdames, Messieurs, nous passons au vote sur l'article 11.

Dames en Heren, wij stemmen over het artikel 11.

— Il est procédé au vote nominatif.

Tot naamstemming wordt overgegaan.

— Résultat du vote.

49 membres sont présents.

39 votent oui dans le groupe linguistique français.

5 votent oui dans le groupe linguistique néerlandais.

4 votent non dans le groupe linguistique français.

1 vote non dans le groupe linguistique néerlandais.

Uitslag van de stemming.

49 leden zijn aanwezig.

39 stemmen ja in de Franse taalgroep.

5 stemmen ja in de Nederlandse taalgroep.

4 stemmen neen in de Franse taalgroep.

1 stemt neen in de Nederlandse taalgroep.

En conséquence, l'article 11 est adopté.

Bijgevolg is het artikel 11 aangenomen.

Ont voté oui:

Ja hebben gestemd:

Groupe linguistique français — Franse taalgroep:

M. Beauthier, Mme Carton de Wiart, MM. Cornelissen, De Coster, De Decker, de Jonghe d'Ardoye, Demannez, de Marcken de Merken, de Patoul, Mme Dereppe, M. Désir, Mme de T'Serclaes, M. Escolar, Mme Foucart, MM. Gosuin, Guillaume, Mme Guillaume, MM. Hasquin, Hotyat, Huygens, Mme Jacobs, M. Leduc, Mme Lemesre, MM. Leroy, Magerus, Maingain, Moureaux, Parmentier, Mme Payfa, MM. Picqué, Poullet, Rens, Stalport, Mme Stengers, MM. Thys, Vandenhaute, Van Eyll, van Weddingen, Mme Willame.

Groupe linguistique néerlandais — Nederlandse taalgroep:

MM. Anciaux, Beghin, Chabert, Mme Schoenmaekers, M. Van Hauthem.

Ont voté non:

Neen hebben gestemd:

Groupe linguistique français — Franse taalgroep:

MM. Adriaens, de Looz-Corswarem, Duponcelle, Galand.

Groupe linguistique néerlandais — Nederlandse taalgroep:

M. Cauwelier.

Mesdames, Messieurs, nous passons maintenant au vote sur l'amendement n° 4 de Mme Nagy à l'article 18.

Dames en Heren, wij stemmen nu over het amendement nr. 4 van Mevrouw Nagy bij artikel 18.

— Il est procédé au vote nominatif.

Tot naamstemming wordt overgegaan.

— Résultat du vote.

48 membres sont présents.

38 votent non dans le groupe linguistique français.

4 votent non dans le groupe linguistique néerlandais.

4 votent oui dans le groupe linguistique français.

1 vote oui dans le groupe linguistique néerlandais.

1 s'abstient dans le groupe linguistique néerlandais.

Uitslag van de stemming.

48 leden zijn aanwezig.

38 stemmen neen in de Franse taalgroep.

4 stemmen neen in de Nederlandse taalgroep.

4 stemmen ja in de Franse taalgroep.

1 stemt ja in de Nederlandse taalgroep.

1 onthoudt zich in de Nederlandse taalgroep.

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Ont voté non:

Neen hebben gestemd:

Groupe linguistique français — Franse taalgroep:

M. Beauthier, Mme Carton de Wiart, MM. Cornelissen, De Coster, De Decker, de Jonghe d'Ardoye, de Looz-Corswarem, Demannez, de Marcken de Merken, de Patoul, Mme Dereppe, M. Désir, Mme de T'Serclaes, M. Escolar, Mme Foucart, MM. Gosuin, Guillaume, Mme Guillaume, MM. Hasquin, Hotyat, Huygens, Mme Jacobs, M. Leduc, Mme Lemesre, MM. Leroy, Magerus, Moureaux, Parmentier, Picqué, Poullet, Rens, Stalport, Mme Stengers, MM. Thys, Vandenhaute, Van Eyll, van Weddingen, Mme Willame.

Groupe linguistique néerlandais — Nederlandse taalgroep:

MM. Anciaux, Beghin, Chabert, Mme Schoenmaekers.

Ont voté oui:

Ja hebben gestemd:

Groupe linguistique français — Franse taalgroep:

MM. Adriaens, Duponcelle, Galand, Mme Nagy.

Groupe linguistique néerlandais — Nederlandse taalgroep:

M. Cauwelier.

S'est abstenu:

Heeft zich onthouden:

Groupe linguistique néerlandais — Nederlandse taalgroep:

M. Van Hauthem.

M. le Président. — Mesdames, Messieurs, nous passons au vote sur l'article 18.

— Il est procédé au vote nominatif.

Tot naamstemming wordt overgegaan.

— Résultat du vote.

49 membres sont présents.

39 votent oui dans le groupe linguistique français.

5 votent oui dans le groupe linguistique néerlandais.

4 votent non dans le groupe linguistique français.

1 vote non dans le groupe linguistique néerlandais.

Uitslag van de stemming.

49 leden zijn aanwezig.

39 stemmen ja in de Franse taalgroep.

5 stemmen ja in de Nederlandse taalgroep.

4 stemmen neen in de Franse taalgroep.

1 stemt neen in de Nederlandse taalgroep.

En conséquence, l'article 18 est adopté.

Bijgevolg is het artikel 18 is aangenomen.

Ont voté oui:

Ja hebben gestemd :

Groupe linguistique français — Franse taalgroep:

M. Beauthier, Mme Carton de Wiart, MM. Cornelissen, De Coster, De Decker, de Jonghe d'Ardoye, de Looz-Corswarem, Demannez, de Marcken de Merken, de Patoul, Mme Dereppe, M. Désir, Mme de T'Serclaes, M. Escolar, Mme Foucart, MM. Gosuin, Guillaume, Mme Guillaume, MM. Hasquin, Hotyat, Huygens, Mme Jacobs, M. Leduc, Mme Lemesre, MM. Leroy, Magerus, Maingain, Moureaux, Parmentier, Picqué, Poullet, Rens, Stalport, Mme Stengers, MM. Thys, Vandenhaute, Van Eyll, van Weddingen, Mme Willame.

Groupe linguistique néerlandais — Nederlandse taalgroep:

MM. Anciaux, Beghin, Chabert, Mme Schoenmaekers, Van Hauthem.

Ont voté non:

Neen hebben gestemd:

Groupe linguistique français — Franse taalgroep:

MM. Adriaens, Duponcelle, Galand, Mme Nagy.

Groupe linguistique néerlandais — Nederlandse taalgroep:

M. Cauwelier.

M. le Président. — Mesdames, Messieurs, nous passons maintenant au vote sur l'amendement n° 3 de M. Drouart à l'article 19.

Dames en Heren, wij stemmen nu over het amendement nr. 3 van de heer Drouart bij artikel 19.

— Il est procédé au vote nominatif.

Tot naamstemming wordt overgegaan.

— Résultat du vote.

49 membres sont présents.

31 votent non dans le groupe linguistique français.

5 votent non dans le groupe linguistique néerlandais.

12 votent oui dans le groupe linguistique français.

1 vote oui dans le groupe linguistique néerlandais.

Uitslag van de stemming.

49 leden zijn aanwezig.

31 stemmen neen in de Franse taalgroep.

5 stemmen neen in de Nederlandse taalgroep.

12 stemmen ja in de Franse taalgroep.

1 stemt ja in de Nederlandse taalgroep.

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Ont voté non:

Neen hebben gestemd :

Groupe linguistique français — Franse taalgroep:

M. Beauthier, Mme Carton de Wiart, MM. Cornelissen, De Coster, de Looz-Corswarem, Demannez, de Marcken de Merken, de Patoul, Mme Dereppe, M. Désir, Mme de T'Serclaes, M. Escolar, Mme Foucart, M. Gosuin, Mme Guillaume, MM. Hotyat, Huygens, Mme Jacobs, M. Leduc, Leroy, Magerus, Moureaux, Parmentier, Mme Payfa, MM. Picqué, Poullet, Rens, Stalport, Thys, Van Eyll, Mme Willame.

Groupe linguistique néerlandais — Nederlandse taalgroep:

MM. Anciaux, Beghin, Chabert, Mme Schoenmaekers, Van Hauthem.

Ont voté oui:

Ja hebben gestemd:

Groupe linguistique français — Franse taalgroep:

MM. Adriaens, De Decker, de Jonghe d'Ardoye, Duponcelle, Galand, Guillaume, Hasquin, Mmes Lemesre, Nagy, Stengers, MM. Vandenhaute, van Weddingen.

Groupe linguistique néerlandais — Nederlandse taalgroep:

M. Cauwelier.

M. le Président. — Mesdames, Messieurs, nous passons au vote sur l'article 19.

Dames en Heren, wij stemmen over het artikel 19.

— Il est procédé au vote nominatif.

Tot naamstemming wordt overgegaan.

— Résultat du vote.

50 membres sont présents.

31 votent oui dans le groupe linguistique français.

5 votent oui dans le groupe linguistique néerlandais.

13 votent non dans le groupe linguistique français.

1 vote non dans le groupe linguistique néerlandais.

Uitslag van de stemming.

50 leden zijn aanwezig.

31 stemmen ja in de Franse taalgroep.

5 stemmen ja in de Nederlandse taalgroep.

13 stemmen neen in de Franse taalgroep.

1 stemt neen in de Nederlandse taalgroep.

En conséquence, l'article 19 est adopté.

Bijgevolg is het artikel 19 is aangenomen.

Ont voté oui:

Ja hebben gestemd :

Groupe linguistique français — Franse taalgroep:

M. Beauthier, Mme Carton de Wiart, MM. Cornelissen, De Coster, Demannez, de Marcken de Mercken, de Patoul, Mme Dereppe, M. Désir, Mme de T'Serclaes, M. Escolar, Mme Foucart, MM. Gosuin, Mme Guillaume, MM. Hotyat, Huygens, Mme Jacobs, MM. Leduc, Leroy, Magerus, Maingain, Moureaux, Parmentier, Mme Payfa, MM. Picqué, Poullet, Rens, Stalport, Thys, van Eyll, Willame.

Groupe linguistique néerlandais — Nederlandse taalgroep:

MM. Anciaux, Beghin, Chabert, Mme Schoenmaekers, Van Hauthem.

Ont voté non:

Neen hebben gestemd:

Groupe linguistique français — Franse taalgroep:

MM. Adriaens, De Decker, de Jonghe d'Ardoye, de Looz-Corswarem, Duponcelle, Galand, Guillaume, Hasquin, Mmes Lemesre, Nagy, Stengers, MM. Vandenhaute, van Weddingen.

Groupe linguistique néerlandais — Nederlandse taalgroep:

M. Cauwelier.

M. le Président. — Mesdames, Messieurs, nous passons maintenant au vote sur les amendements n°s 5 et 6 de Mme Nagy à l'article 49.

Dames en Heren, wij stemmen nu over de amendementen nr. 5 en 6 van mevrouw Nagy bij artikel 49.

L'Assemblée peut-elle se prononcer par un seul vote sur ces deux amendements, Madame Nagy? *(Assentiment.)*

— Il est procédé au vote nominatif.

Tot naamstemming wordt overgegaan

— Résultat du vote.

49 membres sont présents.

30 votent non dans le groupe linguistique français.

4 votent non dans le groupe linguistique néerlandais.

13 votent oui dans le groupe linguistique français.

2 votent oui dans le groupe linguistique néerlandais.

Uitslag van de stemming.

49 leden zijn aanwezig.

30 stemmen neen in de Franse taalgroep.

4 stemmen neen in de Nederlandse taalgroep.

13 stemmen ja in de Franse taalgroep.

2 stemmen ja in de Nederlandse taalgroep.

En conséquence, les amendements sont rejetés.

Bijgevolg zijn de amendementen verworpen.

Ont voté non:

Neen hebben gestemd :

Groupe linguistique français — Franse taalgroep:

M. Beauthier, Mme Carton de Wiart, MM. Cornelissen, De Coster, De Decker, Demannez, de Marcken de Mercen, de Patoul, Désir, Mme de T'Serclaes, M. Escolar, Mme Foucart, MM. Gosuin, Mme Guillaume, MM. Hotyat, Huygens, Mme Jacobs, MM. Leduc, Leroy, Magerus, Maingain, Moureaux, Parmentier, Mme Payfa, MM. Picqué, Poullet, Rens, Stalport, Thys, Van Eyll, Mme Willame.

Groupe linguistique néerlandais — Nederlandse taalgroep:

MM. Anciaux, Beghin, Chabert, Mme Schoenmaekers.

Ont voté oui:

Ja hebben gestemd:

Groupe linguistique français — Franse taalgroep:

MM. Adriaens, De Decker, de Jonghe d'Ardoye, de Looz-Corswarem, Duponcelle, Galand, Guillaume, Hasquin, Mmes Lemesre, Nagy, Stengers, MM. Vandenhaute, van Weddingen.

Groupe linguistique néerlandais — Nederlandse taalgroep:

MM. Cauwelier, Van Hauthem.

M. le Président. — Mesdames, Messieurs, nous passons au vote sur l'article 49.

Dames en Heren, wij stemmen over het artikel 49.

— Il est procédé au vote nominatif.

Tot naamstemming wordt overgegaan

— Résultat du vote.

49 membres sont présents.

31 votent oui dans le groupe linguistique français.

4 votent oui dans le groupe linguistique néerlandais.

12 votent non dans le groupe linguistique français.

2 votent non dans le groupe linguistique néerlandais.

Uitslag van de stemming.

49 leden zijn aanwezig.

31 stemmen ja in de Franse taalgroep.

4 stemmen ja in de Nederlandse taalgroep.

12 stemmen neen in de Franse taalgroep.

2 stemmen neen in de Nederlandse taalgroep.

En conséquence, l'article 49 est adopté.

Bijgevolg is het artikel 49 aangenomen.

Ont voté oui:

Ja hebben gestemd :

Groupe linguistique français — Franse taalgroep:

M. Beauthier, Mme Carton de Wiart, MM. Cornelissen, De Coster, Demannez, de Marcken de Merken, de Patoul, Mme Dereppe, M. Désir, Mme de T'Serclaes, M. Escolar, Mme Foucart, MM. Gosuin, Mme Guillaume, MM. Hotyat, Huygens, Mme Jacobs, MM. Leduc, Leroy, Magerus, Maingain, Moureaux, Parmentier, Mme Payfa, MM. Picqué, Poullet, Rens, Stalport, Thys, Van Eyll, Mme Willame.

Groupe linguistique néerlandais — Nederlandse taalgroep:

MM. Anciaux, Beghin, Chabert, Mme Schoenmaekers.

Ont voté non:

Neen hebben gestemd:

Groupe linguistique français — Franse taalgroep:

MM. De Decker, de Jonghe d'Ardoye, de Looz-Corswarem, Duponcelle, Galand, Guillaume, Hasquin, Mmes Lemesre, Nagy, Stengers, MM. Vandenhaute, van Weddingen.

Groupe linguistique néerlandais — Nederlandse taalgroep:

MM. Cauwelier, Van Hauthem.

M. le Président — Mesdames, Messieurs, nous passons maintenant au vote sur l'amendement n° 7 de M. Adriaens à l'article 74.

Dames en Heren, wij stemmen nu over het amendement nr. 7 van de heer Adriaens bij artikel 74.

— Il est procédé au vote nominatif.

Tot naamstemming wordt overgegaan.

— Résultat du vote.

50 membres sont présents.

40 votent non dans le groupe linguistique français.

4 votent non dans le groupe linguistique néerlandais.

4 votent oui dans le groupe linguistique français.

2 votent oui dans le groupe linguistique néerlandais.

Uitslag van de stemming.

50 leden zijn aanwezig.

40 stemmen neen in de Franse taalgroep.

4 stemmen neen in de Nederlandse taalgroep.

4 stemmen ja in de Franse taalgroep.

2 stemmen ja in de Nederlandse taalgroep.

En conséquence l'amendement est rejeté.

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Ont voté non:

Neen hebben gestemd:

Groupe linguistique français — Franse taalgroep:

M. Beauthier, Mme Carton de Wiart, MM. Cornelissen, De Coster, De Decker, de Jonghe d'Ardoye, de Looz-Corswarem, Demannez, de Marcken de Merken, de Patoul, Mme Dereppe, M. Désir, Mme de T'Serclaes, M. Escolar, Mme Foucart, MM. Gosuin, Guillaume, Mme Guillaume, MM. Hasquin, Hotyat, Huygens, Mme Jacobs, M. Leduc, Mme Lemesre, MM. Leroy, Magerus, Maingain, Moureaux, Parmentier, Mme Payfa, MM. Picqué, Poullet, Rens, Stalport, Mme Stengers, MM. Thys, Vandenhaute, Van Eyll, van Weddingen, Mme Willame.

Groupe linguistique néerlandais — Nederlandse taalgroep:

MM. Anciaux, Beghin, Chabert, Mme Schoenmaekers.

Ont voté oui:

Ja hebben gestemd:

Groupe linguistique français — Franse taalgroep:

MM. Adriaens, Duponcelle, Galand, Mme Nagy.

Groupe linguistique néerlandais — Nederlandse taalgroep:

MM. Cauwelier, Van Hauthem.

M. le Président — Mesdames, Messieurs, nous passons au vote sur l'article 74.

Dames en Heren, wij stemmen over het artikel 74.

— Il est procédé au vote nominatif.

Tot naamstemming wordt overgegaan.

— Résultat du vote.

50 membres sont présents.

39 votent oui dans le groupe linguistique français.

5 votent oui dans le groupe linguistique néerlandais.

4 votent non dans le groupe linguistique français.

2 votent non dans le groupe linguistique néerlandais.

Uitslag van de stemming.

50 leden zijn aanwezig.

39 stemmen ja in de Franse taalgroep.

5 stemmen ja in de Nederlandse taalgroep.

4 stemmen neen in de Franse taalgroep.

2 stemmen neen in de Nederlandse taalgroep.

En conséquence, l'article 74 est adopté.

Bijgevolg is het artikel 74 aangenomen.

Ont voté oui:

Ja hebben gestemd:

Groupe linguistique français — Franse taalgroep:

M. Beauthier, Mme Carton de Wiart, MM. Cornelissen, De Coster, De Decker, de Jonghe d'Ardoye, de Looz-Corswarem, Demannez, de Marcken de Merken, de Patoul, Mme Dereppe, M. Désir, Mme de T'Serclaes, M. Escolar, Mme Foucart, M. Gosuin, Mme Guillaume, MM. Hasquin, Hotyat, Huygens, Mme Jacobs, M. Leduc, Mme Lemesre, MM. Leroy, Magerus, Maingain, Moureaux, Parmentier, Mme Payfa, MM. Picqué, Poullet, Rens, Stalport, Mme Stengers, MM. Thys, Vandenhaute, Van Eyll, van Weddingen, Mme Willame.

Groupe linguistique néerlandais — Nederlandse taalgroep:

MM. Anciaux, Beghin, Chabert, Mme Schoenmaekers, M. Vandenbossche.

Ont voté non:

Neen hebben gestemd:

Groupe linguistique français — Franse taalgroep:

MM. Adriaens, Duponcelle, Galand, Mme Nagy.

Groupe linguistique néerlandais — Nederlandse taalgroep:

MM. Cauwelier, Van Hauthem.

M. le Président — Mesdames, Messieurs, nous passons maintenant au vote sur l'ensemble du règlement.

Dames en Heren, wij stemmen nu over het geheel van het reglement.

— Il est procédé au vote nominatif.

Tot naamstemming wordt overgegaan.

— Résultat du vote.

52 membres sont présents.

32 votent oui dans le groupe linguistique français.

5 votent oui dans le groupe linguistique néerlandais.

5 votent non dans le groupe linguistique français.

2 votent non dans le groupe linguistique néerlandais.

8 s'abstiennent dans le groupe linguistique français.

Uitslag van de stemming.

52 leden zijn aanwezig.

32 stemmen ja in de Franse taalgroep.

5 stemmen ja in de Nederlandse taalgroep.

5 stemmen neen in de Franse taalgroep.

2 stemmen neen in de Nederlandse taalgroep.

8 onthouden zich in de Franse taalgroep.

En conséquence, le règlement est adopté.

Bijgevolg is het reglement aangenomen.

Ont voté oui:

Ja hebben gestemd:

Groupe linguistique français — Franse taalgroep:

M. Beauthier, Mme Carton de Wiart, MM. Cornelissen, De Coster, Demannez, de Marcken de Merken, de Patoul, Mme Dereppe, M. Désir, Mme de T'Serclaes, M. Escolar, Mme Foucart, M. Gosuin, Mme Guillaume, MM. Harmel, Hotyat, Huygens, Mme Jacobs, MM. Leduc, Leroy, Magerus, Maingain, Moureaux, Parmentier, Mme Payfa, MM. Picqué, Poullet, Rens, Stalport, Thys, Van Eyll, Mme Willame.

Groupe linguistique néerlandais — Nederlandse taalgroep:

MM. Anciaux, Beghin, Chabert, Mme Schoenmaekers, M. Vandenbossche.

Ont voté non:

Neen hebben gestemd:

Groupe linguistique français — Franse taalgroep:

MM. Adriaens, de Looz-Corswarem, Duponcelle, Galand, Mme Nagy.

Groupe linguistique néerlandais — Nederlandse taalgroep:

MM. Cauwelier, Van Hauthem.

Se sont abstenus:

Hebben zich onthouden:

Groupe linguistique français — Franse taalgroep:

MM. De Decker, de Jonghe d'Ardoye, Guillaume, Hasquin, Mmes Lemesre, Stengers, MM. Vandenhaute, van Weddingen.

M. le Président. — La parole est à M. De Decker pour une justification d'abstention.

M. De Decker. — Monsieur le Président, comme nous soutenions certains articles et certains amendements et que, par ailleurs, nous en combattions d'autres, nous nous sommes abstenus sur l'ensemble.

Votes sur les ordres du jour déposés en conclusion des interpellations

Stemmingen over de moties ingediend tot besluit van de interpellaties

M. le Président. — L'ordre du jour appelle le vote sur les ordres du jour déposés en conclusion de l'interpellation de Mme Nagy, concernant «l'arrivée et l'étude d'impact du TGV à Bruxelles».

Aan de orde is de stemming over de moties ingediend naar aanleiding van de interpellatie van Mevrouw Nagy betreffende «de aankomst en de effectenstudie van de SST in Brussel».

Deux ordres du jour ont été déposés:

Twee moties werden ingediend:

Un ordre du jour motivé a été déposé par M. Adriaens.

Een gemotiveerde motie werd ingediend door de Heer Adriaens.

L'ordre du jour pur et simple est proposé par MM. Moureaux, Van Eyll, Vandenbussche, Vandenbossche, De Berlangeer et Mme de T'Serclaes.

De eenvoudige motie wordt door de Heren Moureaux, Van Eyll, Vandenbussche, Vandenbossche, De Berlangeer en Mevrouw de T'Serclaes voorgesteld.

L'ordre du jour pur et simple ayant la priorité de droit, je mets cet ordre du jour au voix.

— Il est procédé au vote nominatif.

Tot naamstemming wordt overgegaan.

51 membres sont présents.

51 leden zijn aanwezig.

38 votent oui.

38 stemmen ja.

13 votent non.

13 stemmen neen.

En conséquence, l'ordre du jour pur et simple est adopté.

Bijgevolg is de eenvoudige motie aangenomen.

Ont voté oui:

Ja hebben gestemd:

MM. Anciaux, Beauthier, Beghin, Mme Carton de Wiart, MM. Chabert, Cornelissen, De Coster, Demannez, de Marcken de Merken, de Patoul, Mme Dereppe, M. Désir, Mme de T'Serclaes, M. Escolar, Mme Foucart, M. Gosuin, Mme Guillaume, MM. Harmel, Hotyat, Huygens, Mme Jacobs, M. Leduc, Mme Lemesre, MM. Leroy, Magerus, Maingain, Moureaux, Parmentier, Mme Payfa, MM. Picqué, Poullet, Rens, Mme Schoenmaekers, MM. Stalport, Thys, Vandenbossche, Van Eyll, Mme Willame.

Ont voté non:

Neen hebben gestemd:

MM. Adriaens, Cauwelier, De Decker, de Jonghe d'Ardoye, Duponcelle, Galand, Guillaume, Hasquin, Mmes Nagy, Stengers, MM. Vandenhaute, Van Hauthem, van Weddingen.

M. le Président. — L'ordre du jour appelle le vote sur les ordres du jour déposés en conclusion de l'interpellation de M. De Decker, concernant «les contradictions entre les déclarations récentes du Secrétaire d'Etat quant aux questions de la fusion des communes et de la division de la province de Brabant et celles du Ministre-Président sur les mêmes sujets».

Aan de orde is de stemming over de moties ingediend naar aanleiding van de interpellatie van de Heer De Decker betreffende «de tegenstrijdigheden tussen de recente verklaringen van de Staatssecretaris in verband met de fusie van de gemeenten en de splitsing van de provincie Brabant en de verklaringen van de Minister-Voorzitter over dezelfde onderwerpen».

Deux ordres du jour ont été déposés:

Twee moties werden ingediend:

Un ordre du jour motivé a été déposé par MM. Cools, Guillaume et Mme Stengers.

Een gemotiveerde motie werd ingediend door de Heren Cools, Guillaume en Mevrouw Stengers.

L'ordre du jour pur et simple est proposé par MM. Moureaux, Van Eyll, Vandenbussche, Vandenbossche, De Berlangeer et Mme de T'Serclaes.

De eenvoudige motie wordt door de Heren Moureaux, Van Eyll, Vandenbussche, Vandenbossche, De Berlangeer en Mevrouw de T'Serclaes voorgesteld.

L'ordre du jour pur et simple ayant la priorité de droit, je mets cet ordre du jour au voix.

Daar de eenvoudig motie van rechtswege voorrang heeft, breng ik deze motie in stemming.

— Il est procédé au vote nominatif.

Tot naamstemming wordt overgegaan.

51 membres sont présents.

51 leden zijn aanwezig.

37 votent oui.

37 stemmen ja.

14 votent non.

14 stemmen neen.

M. le Président. — En conséquence, l'ordre du jour pur et simple est adopté.

Bijgevolg is de eenvoudige motie aangenomen.

Ont voté oui:

Ja hebben gestemd:

MM. Anciaux, Beauthier, Beghin, Mme Carton de Wiart, MM. Chabert, Cornelissen, De Coster, Demannez, de Marcken de Merken, de Patoul, Mme Dereppe, M. Désir, Mme de T'Serclaes, M. Escolar, Mme Foucart, M. Gosuin, Mme Guillaume, MM. Harmel, Hotyat, Huygens, Mme Jacobs, MM. Leduc, Leroy, Magerus, Maingain, Moureaux, Parmentier, Mme Payfa, MM. Picqué, Poullet, Rens, Mme Schoenmaekers, MM. Stalport, Thys, Vandenbossche, Van Eyll, Mme Willame.

Ont voté non:

Neen hebben gestemd:

MM. Adriaens, Cauwelier, De Decker, de Jonghe d'Ardoye, Duponcelle, Galand, Guillaume, Hasquin, Mmes Lemesre, Nagy, Stengers, MM. Vandenhaute, Van Hauthem, van Weddingen.

M. le Président. — L'ordre du jour appelle le vote sur les ordres du jour déposés en conclusion de l'interpellation de M. Debry, concernant «les moyens d'actions du Fonds du Logement et les modes de gestion de celui-ci».

Aan de orde is de stemming over de moties ingediend naar aanleiding van de interpellatie van de Heer Debry betreffende «de actiemiddelen en het beheer van het Woningfonds».

Deux ordres du jour ont été déposés:

Twee moties werden ingediend:

Un ordre du jour motivé a été déposé par M. Drouart.

Een gemotiveerde motie werd ingediend door de Heer Drouart.

L'ordre du jour pur et simple est proposé par Mmes de T'Serclaes et Schoenmaekers et MM. Moureaux, Maingain et Vandenbussche.

De eenvoudige motie wordt door de dames de T'Serclaes en Schoenmaekers en de Heren Moureaux, Maingain en Vandenbussche, voorgesteld.

L'ordre du jour pur et simple ayant la priorité de droit, je mets cet ordre du jour au voix.

Daar de eenvoudige motie van rechtswege voorrang heeft, breng ik deze motie in stemming.

— Il est procédé au vote nominatif.

Tot naamstemming wordt overgegaan.

51 membres sont présents.

51 leden zijn aanwezig.

37 votent oui.

37 stemmen ja.

14 votent non.

14 stemmen neen.

En conséquence, le Conseil adopte l'ordre du jour pur et simple.

Bijgevolg wordt de eenvoudige motie door de Raad aangenomen.

Ont voté oui:

Ja hebben gestemd:

MM. Anciaux, Beauthier, Beghin, Mme Carton de Wiart, MM. Chabert, Cornelissen, De Coster, Demannez, de Marcken de Merken, de Patoul, Mme Dereppe, M. Désir, Mme de T'Serclaes, M. Escolar, Mme Foucart, M. Gosuin, Mme Guillaume, MM. Harmel, Hotyat, Huygens, Mme Jacobs, MM. Leduc, Leroy, Magerus, Maingain, Moureaux, Parmentier, Mme Payfa, MM. Picqué, Poullet, Rens, Mme Schoenmaekers, MM. Stalport, Thys, Vandenbossche, Van Eyll, Mme Willame.

Ont voté non:

Neen hebben gestemd:

MM. Adriaens, Cauwelier, De Decker, de Jonghe d'Ardoye, Duponcelle, Galand, Guillaume, Hasquin, Mmes Lemesre, Nagy, Stengers, MM. Vandenhaute, Van Hauthem, van Weddingen.

M. le Président. — Nous sommes ainsi arrivés au terme des travaux du Conseil de Bruxelles-Capitale.

Hiermee zijn we aan het einde gekomen van de werkzaamheden van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(La séance est levée à 16 h 35 m.)

(De vergadering wordt om 16 u. 35 m. gesloten.)

Prochaine séance plénière, jeudi 17 mai à 9 h 30 m.

Volgende plenaire vergadering donderdag 17 mei om 9 u. 30 m.

43.465 — E. Guyot, s. a., Bruxelles